Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
1.	2013-GC-4	Divers *Verschiedenes*	Communications *Mitteilungen*				
2.	2013-GC-40	Divers *Verschiedenes*	Assermentation *Vereidigung*				
3.	2022-DIAF-19	Décret *Dekret*	Naturalisations 2022 - Décret 3 *Einbürgerungen 2022 - Dekret 3*	Entrée en matière et lecture *Eintreten und Lesung*	Roland Mesot Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I
4.	2022-GC-146	Motion *Motion*	Crédit de soutien extraordinaire à l'agriculture fribourgeoise à la suite de la sécheresse *Ausserordentlicher Unterstützungskredit für die freiburgische Landwirtschaft infolge der Trockenheit*	Prise en considération *Erheblicherklärung*	Lucas Dupré Auteur-e / *Urheber/-in* Nicolas Kolly Auteur-e / *Urheber/-in* Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		

Nº	Signature *Signatur*	Genre *Typ*	Affaire *Geschäft*	Traitement *Behandlung*	Personnes *Personen*	Remarques *Bemerkungen*	Cat. *Kat.*
5.	2019-DIAF-44	Rapport *Bericht*	Protection du climat dans le domaine de l'agriculture et de la sylviculture (Rapport sur postulat 2019-GC-45) *Klimaschutz in Land- und Fortswirtschaft (Bericht zum Postulat 2019-GC-45)*	Discussion *Diskussion*	Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		
6.	2022-DSJ-204	Recours en grâce *Begnadigung*	Recours en grâce du 23 août 2022 *Begnadigungsgesuch vom 23. August 2022*	Huis clos *Geheime Beratung*	Bernard Bapst Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in*		I
7.	2022-DAEC-108	Décret *Dekret*	Protection contre les crues et revitalisation de la Bibera à Ulmiz - octroi d'une subvention cantonale et fédérale *Hochwasserschutz und Revitalisierung der Bibera in Ulmiz - Gewährung der Kantons- und Bundessubventionen*	Entrée en matière et lecture *Eintreten und Lesung*	Jean-Daniel Wicht Rapporteur-e / *Berichterstatter/-in* Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / *Regierungsvertreter/-in*		I

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire
—
Motion Kolly Nicolas / Dupré Lucas 2022-GC-146
Crédit de soutien extraordinaire à l'agriculture fribourgeoise à la suite de la sécheresse

I. Résumé de la motion

Par requête (2022-GC-147) déposée le 25 août 2022, les députés Nicolas Kolly et Lucas Dupré demandent que la réponse du Conseil d'Etat à la motion 2022-GC-146 « Crédit de soutien extraordinaire à l'agriculture fribourgeoise à la suite de la sécheresse », déposée le même jour, soit rendue assez tôt pour être traitée au plus tard lors de la session d'octobre 2022 du Grand Conseil. Le Conseil d'Etat s'est rallié à la requête de **traitement urgent de la motion** en demandant toutefois que celui-ci soit reporté à la session de novembre 2022. Le Grand Conseil s'est prononcé en faveur de ce report.

La motion 2022-GC-146 demande l'élaboration d'un décret portant sur un soutien financier de **10 millions de francs** à l'agriculture fribourgeoise pour faire face aux conséquences de la sécheresse de l'été 2022. Ses auteurs estiment en particulier que les agricultrices et agriculteurs du canton devront acheter de très importantes quantités de fourrage cet hiver, la sécheresse les ayant contraints à recourir aux réserves de foin. Les motionnaires demandent qu'un minimum de 5 millions de francs soient octroyés à fonds perdus, le solde pouvant par exemple être accordé sous forme de prêts sans intérêts, afin de permettre à l'agriculture d'acheter le fourrage grossier manquant.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Tout d'abord, le Conseil d'Etat constate avec les auteurs de la présente requête que le canton de Fribourg, comme d'autres régions de la Suisse et d'Europe, a connu une forte sécheresse en été 2022. Le volume de précipitations très faible et les fortes températures ont affecté l'agriculture et pourraient avoir des effets financiers sur les exploitations agricoles fribourgeoises. Le Conseil d'Etat est également conscient du fait que les coûts en matière de production agricole ont augmenté cette année en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique et que cette augmentation ne pourra être que partiellement compensée par la vente de produits à des prix plus élevés. Mais l'agriculture n'est pas le seul secteur concerné pour autant.

Bien que le traitement urgent de la motion ait été reporté d'octobre à novembre, le mois supplémentaire dont nous disposons ne suffira pas pour établir une estimation quelque peu fiable des conséquences de la sécheresse. Quoi qu'il en soit, les années difficiles du point de vue de la météo n'entraînent pas nécessairement des résultats économiques globalement mauvais pour les exploitations. Ainsi, 2021 a également été une année extrême pour ce qui touche aux conditions météorologiques : gelées tardives, précipitations excessives et grêle ont eu des conséquences négatives sur la production agricole. Aussi bien pour les grandes cultures et les cultures fourragères que pour l'arboriculture, la viticulture et la culture maraîchère, les conséquences de ces circonstances climatiques défavorables ont été doubles : des récoltes plus mauvaises en termes

qualitatifs et quantitatifs ainsi qu'un rendement plus faible. Et pourtant, les revenus agricoles de 2021 ont dépassé de 1,9 % ceux de l'année précédente, s'élevant à 80 700 francs en moyenne par exploitation. Voilà ce que démontrent les chiffres les plus récents d'Agroscope. Si la production végétale a souffert des conditions météorologiques défavorables, l'augmentation des prix sur le marché du lait et de la viande de bœuf a permis des bénéfices plus importants. En 2021, le revenu du travail agricole par unité de main-d'œuvre familiale à plein temps s'est chiffré à 59 800 francs, soit 2 % de plus que l'année précédente.

Le Conseil d'Etat constate que la sécheresse de l'été 2022, malgré son ampleur considérable, ne constitue plus vraiment un phénomène inhabituel, comme le prouve l'expérience de ces dernières années. En outre, avec le changement climatique, il faudra compter à l'avenir avec des conditions climatiques plus extrêmes. Ce qui change de cas en cas, ce sont les sols, les régions et les types de culture touchés ainsi que les exploitations selon leur équipement et leur configuration. Toutefois, ces problèmes existent depuis toujours dans les diverses activités agricoles et font partie des risques de l'entrepreneuriat. La plupart des exploitations se sont donc organisées dans ce sens ces dernières années et ont pris les mesures nécessaires — par exemple en prévoyant des réserves de fourrage plus importantes, en investissant dans l'irrigation, les sources ou les réserves d'eau ou en adaptant le type de culture pour ne citer qu'une partie d'entre elles. Ce faisant, elles ont réussi à échapper aux répercussions des événements climatiques extrêmes que nous avons connus. D'autres entreprises optent plutôt pour compenser le fourrage manquant par des cultures dérobées ou en adaptant leur cheptel. Toutes ces méthodes font partie d'une « bonne pratique agricole » entrepreneuriale.

Dans le cadre des débats que la Confédération consacre à la futur politique agricole, il est notamment question d'une **assurance-récolte** pour prévenir les grands risques. Les solutions privées offertes par les assurances existent certes déjà, mais les discussions portent sur un éventuel subside d'aide au paiement des primes. À l'avenir, cette mesure pourrait également atténuer les difficultés des exploitantes et exploitants.

Il est par ailleurs utile de rappeler les soutiens dont bénéficie déjà l'agriculture. Comme on peut le lire dans le *Rapport agricole 2019*, l'agriculture fribourgeoise reçoit chaque année des subventions cantonales à hauteur de 14 millions de francs. Il faut y ajouter les subventions octroyées par la Confédération, qui se chiffrent à environ 203 millions de francs (notamment sous la forme de paiements directs). Ajoutons enfin les prêts : 5 millions octroyés par le canton, 25 millions par la Confédération.

Le gouvernement tient aussi à signaler que la crise liée au COVID-19 et l'engagement de l'Etat pour la résoudre ont conduit au développement d'un esprit de revendication à l'égard des autorités toujours plus marqué, ce qui risque de mettre les finances étatiques encore plus sous pression à moyen terme.

Instruments existants et mesures urgentes

Rappelons que plusieurs mesures urgentes avaient déjà été mises en place durant l'été 2022 afin d'apporter un soutien à l'agriculture. Citons par exemple l'aide fournie par l'armée pour l'approvisionnement en eau des alpages (pour un montant d'environ un demi-million de francs), l'autorisation du pâturage des prairies extensives ou l'assouplissement des directives pour des sorties régulières en plein air en cas de pénurie de fourrage.

Le Conseil d'Etat souligne par ailleurs que le service de vulgarisation de Grangeneuve est à disposition des agricultrices et agriculteurs pour examiner avec eux les mesures qui s'avèrent nécessaires. Pour garantir aux exploitants des liquidités suffisantes, il est par exemple envisageable de leur accorder un délai pour le remboursement de leur prêt sans intérêts. Chaque année, Grangeneuve aménage le calendrier de paiement de 10 à 20 exploitations. Lors des années sèches que furent 2015 et 2018, ces adaptations ont été nettement plus nombreuses, touchant respectivement 45 et 65 entreprises. Au 10 octobre 2022, on enregistre 14 demandes déposées dans ce sens. D'ici la fin de l'année, il y en aura certainement d'autres. Cette mesure est donc efficace et très appréciée, puisqu'elle peut être mise sur pied sans une procédure administrative lourde.

Mentionnons encore la mesure **« aides aux exploitations »** (il s'agit de prêts octroyés à parts égales par la Confédération et le canton et administrés par ce dernier), qui permet une conversion de dette ou la résolution de difficultés financières passagères. Cette mesure a été de moins en moins sollicitée ces dernières années (voir tableau ci-dessous). Visiblement, pour la période en question, les exploitations agricoles ont grosso modo réussi à assurer leurs liquidités. La faiblesse des taux d'intérêts constitue certainement aussi un facteur explicatif. Dans tous les cas, si une situation difficile se présente, cette mesure reste à disposition.

Enfin, les bonnes conditions printanières et automnales ont permis de limiter les dégâts. Certaines exploitations sensibles à l'humidité ont même produit plus que lors d'autres années.

Illustration : aides aux exploitations agricoles (sources : rapports d'activité du Conseil d'Etat de 2017 à 2021 ; Grangeneuve 2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (fin sept.)
Nouvelles aides octroyées (en fr.)	1 686 000	2 007 000	1 520 000	697 000	474 000	380 000
Total (en fr.)	6 488 000	6 540 823	7 008 550	6 686 200	5 688 400	5 520 917

Contributions à fonds perdus et prêts sans intérêt

Les motionnaires demandent que 5 millions de francs au minimum — la moitié de la somme demandée — soient octroyés à fonds perdus, le solde pouvant par exemple être accordé sous forme de prêts sans intérêts, afin de permettre aux agricultrices et agriculteurs d'acheter le fourrage manquant.

Contrairement à la crise liée au COVID-19, la sécheresse ne constitue pas un cas de fermeture décrétée par l'Etat, et rares sont les exploitations dont l'existence est menacée. L'Etat ne peut pas devenir une « assurance tous risques ». Une intervention pourrait donc constituer une fausse incitation pour l'agriculture, mais également pour d'autres types d'entreprises et d'autres secteurs. Par ailleurs, le Conseil d'Etat tient à relever que selon l'état des informations actuelles, aucun autre canton ne verse des aides d'urgence dans le sens demandé par les motionnaires.

De plus, de nombreuses questions se posent quant au choix des exploitations qui auraient droit à l'aide : faut-il limiter ce droit à la production fourragère seulement (par exemple sur présentation d'une quittance d'un achat de fourrage) ou faut-il l'ouvrir à d'autres types d'exploitations ayant elles aussi souffert de la sécheresse ? Est-ce que le fourrage a été acheté exclusivement pour pallier les conséquences de la sécheresse ou est-ce que l'achat de fourrage se fait régulièrement ? (Le cas échéant, un examen des comptes serait nécessaire.) Comment dédommage-t-on les agricultrices et agriculteurs qui ont eux-mêmes déjà pris des mesures en matière de culture fourragère (par exemple par une augmentation de la surface des cultures dérobées), etc. Si l'on parle de pénurie de fourrage, il faut également mentionner les effectifs des cheptels, qui sont actuellement très élevés, phénomène qui s'explique par une forte demande sur le marché du fromage en début d'année.

Ces différents aspects montrent à quel point la mise en œuvre administrative de cette mesure serait contraignante, car — à moins d'appliquer le principe de l'arrosoir, démarche problématique du point de vue de la politique d'Etat — nous ne disposons pas des bases nécessaires au calcul de la perte de revenu exacte des exploitations touchées et ne serions pas à même de cibler les exploitations les plus touchées.

La possibilité de se voir octroyer un prêt sans intérêts existe déjà. Nous renvoyons aux aides mentionnées ci-dessus permettant une conversion de dettes ou la résolution de difficultés financières passagères ainsi que la suspension du remboursement de prêts de crédits d'investissement. Le recours à la mesure « aides aux exploitations » est devenu de moins en moins fréquent ces dernières années, ce qui signifie qu'il existe encore une marge de manœuvre.

Aux yeux du Conseil d'Etat, compte tenu des crises à répétition que nous avons connues dernièrement, il s'agit de tout mettre en œuvre pour augmenter la résilience du secteur économique et de la société, ce qui inclut l'agriculture. Contrairement à la demande à court terme des motionnaires, le Conseil d'Etat s'engage à long terme et souhaite même renforcer son engagement dans ce sens.

Le canton de Fribourg continuera de soutenir — dans le cadre de la Stratégie pour les améliorations structurelles agricoles 2030, développée par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) et présenté en septembre 2021 — la modernisation de l'agriculture et son adaptation aux nouveaux défis, notamment en lien avec le réchauffement climatique. À cette fin, il est prêt à investir 45 millions de francs dans le courant de la législature actuelle. Cet engagement public permettra d'exercer un effet de levier en générant pour l'économie fribourgeoise quelque 600 millions de francs de travaux.

En outre, le Conseil d'Etat a augmenté le taux de subventionnement du canton pour les projets d'irrigation de 25 à 35 % ; ce qui, cumulé avec les subventions fédérales, porte l'aide à fonds perdus à 63%. Pour les projets connus à ce jour, le soutien à fonds perdus de la part de l'Etat seul passera de 15 à 21 millions de francs, soit 6 millions de francs supplémentaires.

Rappelons également le Plan Climat cantonal, destiné à renforcer la résilience de l'agriculture fribourgeoise : quelque 2 millions de francs seront déployés à fonds perdus dans le courant des quatre prochaines années au bénéfice du secteur de l'agriculture.

De plus, une étude a été commanditée pour évaluer la situation actuelle et déterminer les mesures nécessaires en matière d'approvisionnement en eau des alpages fribourgeois. Les résultats de ce travail sont attendus pour le premier trimestre de 2023.

Sur la base des résultats à venir de cette dernière, le Conseil d'Etat examinera la nécessité et l'opportunité de réviser l'importance des aides financières allouées à l'appui des investissements à entreprendre en vue d'adapter les structures agricoles requises. Le Conseil d'Etat s'engage à augmenter le taux de contribution du canton pour des projets liés à l'approvisionnement en eau des alpages sur une période limitée de cinq ans, en le faisant passer de 30 à 35% ; ce qui, cumulé avec les subventions fédérales attendues, portera l'aide à fonds perdus à 68% du coût des projets à venir. La planification et la réalisation de divers projets de résilience s'en trouveront ainsi accélérées.

En outre, le gouvernement souhaite renforcer le conseil aux exploitations dans l'objectif de rendre ces dernières plus résilientes aux événements climatiques extrêmes. Il prévoit ainsi dans le sens d'une priorisation la création d'un poste de conseil à Grangeneuve. Les coûts supplémentaires se chiffrent à 120 000 francs annuellement.

Pour résumer, le Conseil d'Etat n'estime pas opportun l'idée d'un versement à fonds perdus en guise d'aide d'urgence conforme à la demande des motionnaires. Mais il s'engage à verser 3 à 3.5 millions de francs à fonds perdus pour renforcer certaines aides financières sur une période de cinq ans afin d'accélérer et de soutenir les besoins impératifs d'adaptations des structures agricoles via l'augmentation du taux de contribution du canton pour des projets liés à l'approvisionnement en eau des alpages. S'ajoute à cela comme évoqué plus haut sur une période de 5 à 10 ans un montant supplémentaire de 6 millions de francs à fonds perdus pour des projets d'irrigations.

En conclusion, le Conseil d'Etat entre partiellement en matière sur le fond de la motion, mais en propose le rejet pour des raisons formelles, car aucune adaptation législative ni aucun décret ne sont nécessaires pour la mise en œuvre des mesures prévues. Le Conseil d'Etat s'engage cependant à adapter en conséquence l'arrêté concernant les subventions cantonales en faveur d'améliorations foncières (RSF 917.16).

2 novembre 2022

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss
—
Motion Kolly Nicolas / Dupré Lucas 2022-GC-146
Ausserordentlicher Unterstützungskredit für die freiburgische Landwirtschaft infolge der Trockenheit

I. Zusammenfassung der Eingabe

Mit ihrer am 25. August 2022 eingereichten Eingabe (2002-GC-147) ersuchen die Grossräte Nicolas Kolly und Lucas Dupré darum, dass der Staatsrat die am selben Tag eingereichte Motion 2022-GC-146 «Ausserordentlicher Unterstützungskredit für die freiburgische Landwirtschaft infolge der Trockenheit» früh genug beantwortet, damit sie spätestens in der Oktobersession 2022 des Grossen Rates behandelt werden kann. Der Staatsrat schloss sich dem Antrag auf dringliche Behandlung der Motion an, beantragte jedoch, die Frist auf die Novembersession 2022 zu verschieben. Der Grosse Rat hat dem Antrag, die Frist bis zur Novembersession 2022 zu verlängern, zugestimmt.

Die Motion 2022-GC-146 verlangt die Ausarbeitung eines Dekrets über eine finanzielle Unterstützung der Freiburger Landwirtschaft in Höhe von insgesamt 10 Millionen Franken, um die Folgen der Trockenheit im Sommer 2022 bewältigen zu können. Die Urheber der Motion gehen insbesondere davon aus, dass die Landwirtinnen und Landwirte des Kantons diesen Winter sehr grosse Mengen an Futtermitteln zukaufen müssen, da sie sich aufgrund der Trockenheit gezwungen sahen, auf ihre Heuvorräte zurückzugreifen. Die Motionäre fordern, dass mindestens 5 Millionen Franken à fonds perdu gewährt werden und der Restbetrag zum Beispiel in Form von zinslosen Darlehen gewährt werden könnte, um die fehlenden Rauhfuttermengen einkaufen zu können.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat stellt einleitend, wie die Urheber dieser Eingabe, fest, dass sich der Kanton Freiburg, wie auch andere Regionen der Schweiz und Europas, im Sommer 2022 mit starker Trockenheit konfrontiert sah. Die Folgen der sehr geringen Niederschläge und der hohen Temperaturen sind in der Landwirtschaft zu spüren und könnten sich finanziell auf die Freiburger Landwirtschaftsbetriebe auswirken. Der Staatsrat ist sich auch bewusst, dass die Produktionskosten in der Landwirtschaft in diesem Jahr aufgrund der Ukraine – und Energiekrise angestiegen sind und nur teilweise über höhere Produktepreise abgegolten werden können. Damit steht aber die Landwirtschaft nicht allein da.

Obwohl die dringliche Behandlung der Motion von Oktober auf November verschoben wurde, genügt der zusätzliche Monat nicht, eine einigermaßen verlässliche Einschätzung der Folgen der Trockenheit abzugeben. Es ist jedoch nicht so, dass wettertechnisch schwierige Jahre betriebswirtschaftlich generell schlecht sein müssen. So war 2021 ebenfalls ein Extremwetterjahr: Spätfröste, übermässige Regenmengen und Hagel wirkten sich negativ auf den Pflanzenbau aus.

Sowohl im Acker- und Futterbau als auch im Obst-, Wein- und Gemüsebau waren quantitativ und qualitativ schlechtere Ernten und somit tiefere Erträge die Folgen dieser schwierigen Witterungs-bedingungen. Das landwirtschaftliche Einkommen war 2021 jedoch 1,9 Prozent höher als im Jahr davor und lag bei durchschnittlich 80 700 Franken pro Betrieb. Dies zeigen die neusten Zahlen von Agroscope. Während der Pflanzenbau unter der misslichen Witterung litt, führten die gestiegenen Preise auf dem Milch- und Rindfleischmarkt zu höheren Erträgen. Der landwirtschaftliche Arbeitsverdienst pro Vollzeit-Familienarbeitskraft lag 2021 bei 59 800 Franken und war somit 2,0 Prozent höher als im Vorjahr.

Der Staatsrat hält ebenso fest, dass das Ausmass der Trockenheit im Sommer 2022 zwar gross, aber wie die Erfahrung der letzten Jahre lehrt, nicht mehr so sehr ungewöhnlich war. Und mit dem Klimawandel ist auch in Zukunft mit extremeren Witterungs-bedingungen zu rechnen. Was sich jeweils ändert, sind die betroffenen Böden, Regionen und Kulturen sowie die Betriebe je nach Ein- und Ausrichtung. Doch dies gehört seit jeher zu jeder landwirtschaftlichen Aktivität und ist Teil des unternehmerischen Risikos. Die meisten Betriebe haben sich deshalb in den letzten Jahren darauf ausgerichtet und entsprechende Massnahmen getroffen, und z.B. grössere Futterreserven geschaffen, in Bewässerung, Quellen oder Wasserreservoire investiert oder die Wahl der angebauten Kulturen angepasst – um nur einige zu nennen. Diese Betriebe wurden entsprechend nicht in Mitleidenschaft gezogen. Andere Betriebe werden das fehlende Futter mit dem Anbau von Zwischenfutter kompensieren oder ihren Viehbestand anpassen. Dies alles gehört zur «guten landwirtschaftlichen und unternehmerischen Praxis ».

Im Rahmen der Diskussionen zur zukünftigen Agrarpolitik auf Bundesebene ist zudem das Thema Ernteversicherung in Diskussion, um gegen grosse Risiken vorzusorgen. Private Versicherungslösungen existieren bereits heute. Zur Debatte steht eine Subvention der Prämien. Diese Massnahme könnte zukünftige Herausforderungen ebenfalls abfedern.

Nicht zuletzt sei in diesem Kontext auch an die bestehenden Unterstützungen der Landwirtschaft erinnert. Wie im *Landwirtschaftsbericht 2019* zu lesen ist, erhält die Freiburger Landwirtschaft jährlich kantonale Subventionen in der Höhe von 14 Millionen Franken. Hinzu kommen Bundessubventionen in der Höhe von rund 203 Millionen (inkl. Direktzahlungen), sowie 5 Millionen kantonale und 25 Millionen Bundesdarlehen.

Der Staatsrat weist auch darauf hin, dass die Covid-Krise und das damit verbundene staatliche Engagement zu einer zunehmenden Anspruchshaltung gegenüber dem Staat geführt hat, welche mittelfristig die Staatsfinanzen noch stärker unter Druck setzen wird.

Bestehende Instrumente und Sofortmassnahmen

Der Staatsrat erinnert auch daran, dass im Sommer 2022 bereits mehrere Sofortmassnahmen zur Unterstützung der Landwirtschaft ergriffen wurden, z. B. mit der Unterstützung der Wasserversorgung der Alpen durch die Armee in der Höhe von ca. einer halben Million Franken, der Genehmigung der Beweidung extensiv genutzter Wiesen oder der Lockerung der Vorschriften für den regelmässigen Auslauf im Freien bei Futtermangel.

Er weisst auch darauf hin, dass Grangeneuve den Landwirten und Landwirtinnen im Rahmen der Beratung zur Verfügung steht, um mit ihnen die notwendigen Massnahmen zu prüfen. Zur Sicherstellung der Liquidität kann beispielsweise ein Aufschub der Rückzahlung der zinslosen Darlehen in Betracht gezogen werden. So werden jährlich von Grangeneuve die Rückzahlungen

von rund 10 bis 20 Betrieben angepasst. In den trockenen Jahren 2015 und 2018 waren es deutlich mehr: 45 resp. 65 Betriebe. Per 10. Oktober 2022 sind 14 Gesuche eingegangen. Bis Ende Jahr werden es sicherlich noch einige mehr. Diese Massnahme ist somit effizient und wird sehr geschätzt, da sie ohne grossen administrativen Aufwand umgesetzt werden kann.

Weiter können im Rahmen der **Betriebshilfe** (es handelt sich um Darlehen, die zu gleichen Teilen vom Bund und vom Kanton finanziert werden und mit deren Verwaltung der Kanton beauftragt ist) Hilfen zur Umschuldung bestehender Schulden bzw. zur Überbrückung einer ausserordentlichen finanziellen Bedrängnis geleistet werden. Diese Möglichkeit wurde in den letzten Jahren zunehmend weniger beansprucht (s. nachstehende Tabelle). Offensichtlich konnten die Landwirtschaftsbetriebe ihre Liquidität in den letzten Jahren grundsätzlich sicherstellen. Der tiefe Zinssatz ist sicherlich auch mitverantwortlich für diese Entwicklung. Im Falle von Härtefällen wären auf jeden Fall entsprechende Mittel vorhanden.

Schliesslich haben die guten Wetterbedingungen im Frühling und im Herbst es erlaubt, die Schäden zu begrenzen. Einige Betriebe haben sogar mehr produziert als in anderen Jahren.

Abb. Betriebshilfen in der Landwirtschaft (Quellen: Tätigkeitsberichte des Staatsrat 2017 bis 2021; Grangeneuve 2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (Ende Sept.)
Neu (in Fr.)	1 686 000	2 007 000	1 520 000	697 000	474 000	380 000
Total laufend (in Fr.)	6 488 000	6 540 823	7 008 550	6 686 200	5 688 400	5 520 917

A fonds perdu Beiträge und zinslose Darlehen

Die Motionäre fordern, dass mindestens die Hälfte der 10 Millionen Franken à fonds perdu gewährt werden und der Restbetrag zum Beispiel in Form von zinslosen Darlehen gewährt werden könnte, um die fehlenden Rauhfuttermengen einkaufen zu können.

Im Gegensatz zur COVID Krise handelt es sich bei der Trockenheit nicht um eine vom Staat verordnete Schliessung und die wenigsten Betriebe sind direkt in ihrer Existenz bedroht. Der Staat kann nicht zu einer «Versicherung für alle Risiken» werden. Eine Intervention könnte deshalb falsche Anreize für die Landwirtschaft, aber auch für andere Betriebe und Branchen geben. Im Übrigen hält der Staatsrat auch fest, dass gemäss heutigem Wissenstand kein anderer Kanton Soforthilfen im Sinne der Motionäre ausrichtet.

Zudem stellen sich verschiedenste Fragen zur Definition der Berechtigten: Sind nur Futterbaubetriebe (z.B. gegen Vorweisung einer Quittung eines Futterzukaufs) oder auch andere Betriebe berechtigt, welche unter der Trockenheit gelitten haben? Wurde das Futter wegen der Trockenheit gekauft oder wird auch sonst Futter zugekauft? (Überprüfung der Rauhfutterbilanz notwendig); wie werden Landwirte entschädigt, welche selbst Massnahmen im Bereich Futterbau getroffen haben (z.B. durch Mehransaat von Zwischenfutter); etc.? Zu erwähnen ist im Zusammenhang mit dem Futtermangel

auch der aktuell recht hohe Tierbestand, welcher durch die Anfang Jahr sehr gute Nachfrage im Käsemarkt begründet ist.

Dies zeigt, dass die administrative Umsetzung dieser Massnahme äusserst aufwendig wäre, da – ausser bei einem aus staatspolitischer Sicht fragwürdigen Giesskannenprinzip – die Grundlagen für die Berechnung des genauen Ertragsverlustes fehlen bzw. die am stärksten betroffenen Betriebe gar nicht identifiziert werden können.

Die Möglichkeit von zinslosen Darlehen existiert bereits. Wir verweisen auf die vorgängig genannten Hilfen zur Umschuldung bestehender Schulden bzw. zur Überbrückung einer außerordentlichen finanziellen Bedrängnis und die Sistierung der Rückzahlung von Investitionskrediten. Das Instrument der Betriebshilfe wurde in den letzten Jahren zunehmend weniger beansprucht, womit hier noch Spielraum besteht.

Grundsätzlich muss aus Sicht des Staatsrates in Anbetracht der sich häufenden Krisen jedoch alles unternommen werden, die Resilienz der Wirtschaft und der Gesellschaft und damit auch der Landwirtschaft zu erhöhen. Im Gegensatz zu den kurzfristigen Anliegen der Motionäre engagiert sich der Staatsrat deshalb langfristig und möchte sein Engagement noch verstärken.

Der Kanton Freiburg will im Rahmen der von der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) entwickelten und im September 2021 präsentierten Strategie für die landwirtschaftlichen Strukturverbesserungen 2030 die Modernisierung der Landwirtschaft und deren Anpassung an neue Herausforderungen, insbesondere aufgrund der Klimaerwärmung, weiterhin unterstützen. Er ist bereit, dafür während der laufenden Legislaturperiode 45 Millionen Franken zu investieren. Als Hebeleffekt wird dieses öffentliche Engagement in diesem Zeitraum für die freiburgische Wirtschaft rund 600 Millionen Franken an Aufträgen generieren.

Im Übrigen hat der Staatsrat den Subventionssatz des Kantons für Bewässerungsprojekte von 25 auf 35 Prozent angepasst, was den mit den Bundessubventionen kumulierten a fonds perdu Beitrag auf 63 % erhöht. Damit wird alleine der Kanton in den nächsten Jahren, die zum heutigen Zeitpunkt bekannten Projekte anstatt mit 15 Millionen mit 21 Millionen also mit 6 Millionen zusätzlich unterstützen.

Der Kanton verstärkt ebenfalls die Resilienz der Freiburger Landwirtschaft im Rahmen des Klimaplanes. Im Bereich der Landwirtschaft werden in den nächsten 4 Jahren rund 2 Millionen Franken eingesetzt.

Weiter soll eine in Auftrag gegebene Studie die aktuelle Situation und den Handlungsbedarf bei der Wasserversorgung der Freiburger Alpen evaluieren. Die Ergebnisse der Studie werden im ersten Quartal 2023 erwartet.

Auf der Basis der Resultate wird der Staatsrat die Notwendigkeit und Opportunität einer Anpassung der Finanzhilfen für die Unterstützung von Investitionen zur Verbesserung der landwirtschaftlichen Strukturen prüfen. Der Staatsrat ist grundsätzlich bereit, den Beitragssatzes des Kantons für Wasserversorgungsprojekte von Alpbetrieben befristet für fünf Jahre von 30 auf 35 Prozent zu erhöhen. Zusammen mit den Bundessubventionen werden damit 68 % der Projektkosten a fonds perdu subventioniert. Die Planung und Realisation von solchen Projekten können dadurch beschleunigt werden.

Zudem will der Staatsrat die Beratung der Betriebe verstärken mit dem Ziel, diese gegenüber Extremwetterereignissen resilienter zu machen. Er sieht deshalb im Sinne einer Priorisierung die Schaffung einer Beratungsstelle in Grangeneuve vor. Die jährlichen Mehrkosten betragen 120 000 Franken.

Zusammenfassend erachtet der Staatsrat die Ausschüttung von a fonds perdu Soforthilfen im Sinne der Motionäre nicht als opportun. Er ist aber bereit, berechnet auf die nächsten fünf Jahre a fonds perdu Beiträge in der Höhe von 3 bis 3.5 Millionen zu leisten, um gewisse Finanzhilfen zu verstärken und so die dringend nötigen Strukturverbesserungen zu unterstützen, namentlich über eine Erhöhung des Beitragssatzes des Kantons für Wasserversorgungsprojekte von Alpbetrieben. Hinzu kommen wie weiter oben erwähnt im Zeitraum der nächsten 5 -10 Jahre zusätzliche 6 Millionen für Bewässerungsprojekte.

Abschliessend tritt der Staatsrat teilweise auf den Inhalt der Motion ein, beantragt aber, sie aus formalen Gründen abzulehnen, da keine Gesetzesanpassung und auch kein Dekret nötig ist für die Umsetzung der beabsichtigten Massnahmen. Der Staatsrat verpflichtet sich aber, den Beschluss über die Kantonsbeiträge an die Bodenverbesserungen (SGF 917.16) entsprechend anzupassen.

2. November 2022

Rapport 2019-DIAF-44 27 septembre 2022

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2019-GC-45 Christa Mutter/Julia Senti – concernant la protection du climat dans le domaine de l'agriculture et de la sylviculture

Le rapport que nous avons l'honneur de vous soumettre comprend les points suivants:

1. Introduction **1**

2. Le plan climat cantonal **1**
2.1. En général 1
2.2. Dans les domaines de l'agriculture et de la sylviculture 2

1. Introduction

Par postulat déposé et développé le 28 mars 2019 (*BGC* mai 2019, p. 1079) les députées Christa Mutter et Julia Senti ont demandé au Gouvernement un rapport détaillé sur l'introduction de mesures de protection climatique dans le domaine de l'agriculture et de la sylviculture à l'échelle cantonale.

Ce rapport devait en particulier analyser l'impact des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (émissions GES) et des mesures d'absorption du CO_2 (baisse du CO_2), leur efficacité et leur influence sur le climat ainsi que proposer des possibilités de financement et, le cas échéant, des adaptations légales.

Dans sa réponse du 24 septembre 2019, le Conseil d'Etat proposait d'accepter le postulat, tout en relevant qu'il y donnerait suite dans le cadre de la stratégie climatique et l'élaboration du Plan Climat, annoncés pour le milieu de l'année 2021.

Le Grand Conseil a pris en considération le postulat 2019-GC-45 le 17 octobre 2019.

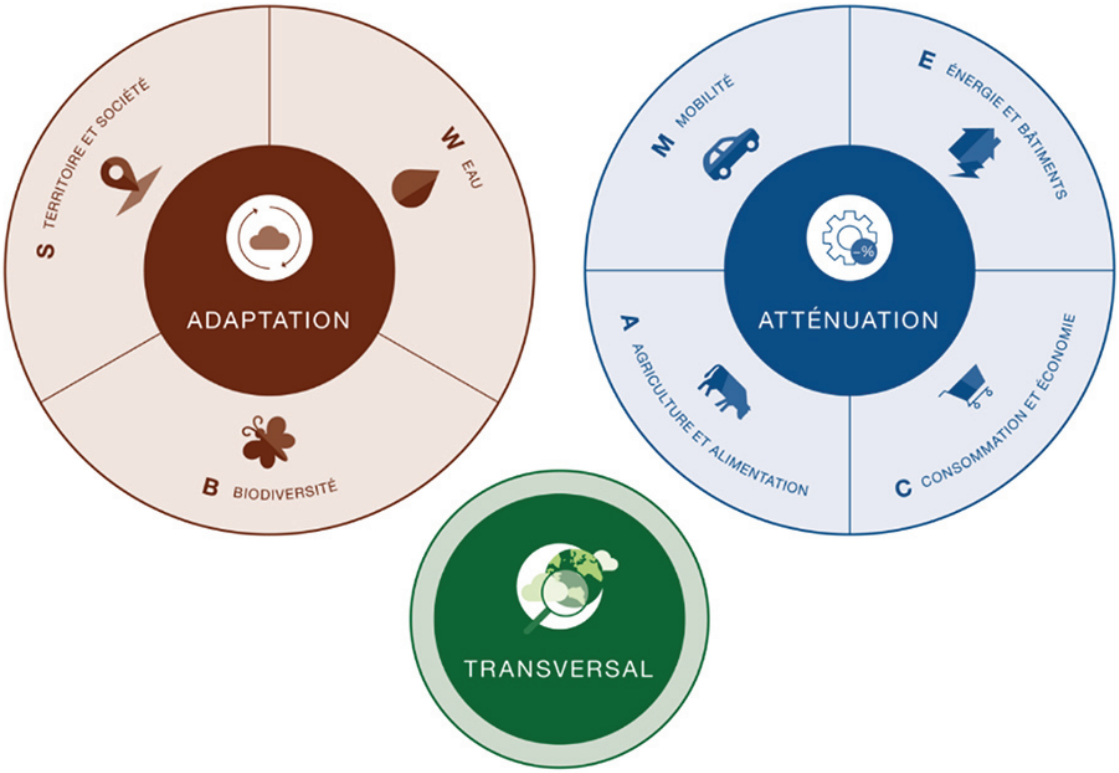
Le postulat 2019-GC-45 n'ayant toutefois pas été formellement mentionné parmi les instruments parlementaires auxquels le Plan Climat donnait suite, le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil le présent rapport, mettant en exergue les mesures relatives aux domaines de l'agriculture et de la sylviculture.

2. Le plan climat cantonal

2.1. En général

Le Conseil d'Etat a adopté le Plan Climat cantonal (PCC) le 8 juin 2021. Ce plan est l'outil qui cadre la stratégie climatique du Conseil d'Etat. Il est composé d'un plan de 115 mesures. Celles-ci doivent être mises en œuvre entre 2021 et 2026. 1 790 000 francs ont été mis à disposition en 2021 pour le lancement des mesures dites «urgentes». En outre, un crédit d'engagement d'un montant de 21 millions de francs a été adopté par le Grand Conseil pour la période 2022–2026 pour la mise en œuvre du PCC. Au total, ce sont environ 22,8 millions de francs qui sont prévus, en plus des mesures déjà mises en œuvre, par exemple dans les domaines de la politique énergétique, de la mobilité ou des bâtiments. Actuellement, la politique climatique fribourgeoise se concentre sur 2 objectifs:

> Assurer la capacité d'adaptation du canton au changement climatique (volet «**Adaptation**»);
> Réduire la dépendance aux combustibles fossiles ainsi que les émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici 2030 et de zéro net d'ici 2050 (volet «**Atténuation**»).



Le PCC se déline en deux volets (adaptation et atténuation), 8 axes stratégiques et 115 mesures

2.2. Dans les domaines de l'agriculture et de la sylviculture

Le présent rapport résume les principales mesures concernant les domaines mentionnés dans le postulat 2019-GC-45. Il est renvoyé pour le détail au Plan Climat cantonal lui-même. Le **domaine de l'agriculture**, particulièrement important dans le canton de Fribourg, y a fait l'objet de nombreuses analyses. L'agriculture joue en outre un rôle dans plusieurs mesures du volet «Adaptation» du Plan Climat, en particulier dans les axes W «Eau», et S «Territoire et société» (irrigations, captages d'eau, espèces résistantes, lutte contre l'érosion, agroforesterie, etc.).

L'agriculture et l'alimentation constituent par ailleurs l'un des quatre axes du volet «Atténuation» du plan. L'objectif de cet axe A «Agriculture et alimentation» est de réduire l'impact climatique de l'agriculture et de la consommation alimentaire tout en promouvant ce secteur économique d'importance vitale. Les objectifs spécifiques de cet axe, qui couvre environ 20% des émissions totales du canton, sont:

> Réduire les émissions en GES dans la chaîne de production des aliments et de leur acheminement;
> Réduire les émissions en GES du secteur agricole;
> Augmenter la capacité de stockage carbone des sols.

La **sylviculture** a des projets directs dans les axes B «Biodiversité», S «Territoire et société», C «Consommation et économie» et, en tant que fournisseur de bois de construction et de bois de chauffage, indirectement dans l'axe E «Énergie et bâtiments».

26 premières mesures dites «urgentes» ont été lancées dans le cadre du PCC en **2021**. En ce qui concerne **l'agriculture,** ce sont les mesures suivantes qui ont été démarrées en 2021:

S.5.10 Réalisation de mesures d'accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques. Soutien aux mesures d'accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques par le biais des bonnes pratiques et innovations en matière d'adaptation aux changements climatiques (Smart Farming, agroforesterie, agriculture de conservation des sols, sélection d'espèces adaptées, etc.). Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par Grangeneuve, s'élève à 200 000 francs. En 2021, une étude sur les besoins en eau pour l'irrigation dans le canton de Fribourg a été réalisée par le bureau Hydrolina. Cette mesure est poursuivie en 2022.

A.2.2 Récupération de chaleur pour les séchoirs en grange. Soutien financier aux agriculteurs et agricultrices qui récupèrent la chaleur sous toiture ou sous panneaux photovoltaïques pour les séchoirs en grange. Le budget total de cette mesure, qui est mise en œuvre par Grangeneuve, s'élève à 220 000 francs. En 2021, 14 agriculteurs et agricultrices qui utilisent la chaleur sous le toit ou sous des installations photovoltaïques pour les séchoirs en grange ont pu être soutenus financièrement. La mesure a été reconduite en 2022.

A.2.4 Promotion des circuits courts et soutien à la consommation locale. Encouragement (campagne de sensibilisation, subventionnement, intégration de la restauration de l'Etat) des circuits courts et à la consommation locale (notamment achat direct dans les exploitations, plateforme d'achat de produits locaux, valorisation des acteurs locaux pour la transformation des produits), en intégrant notamment la problématique du gaspillage alimentaire. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par le secrétariat général de la DIAF, s'élève à 260 000 francs. En 2021, un projet a été soutenu dans le cadre d'un coaching global. Le projet «de la terre à l'assiette» de FARA est parti pratiquement de zéro. Entretemps, la faisabilité technique et économique a été clarifiée. Deux autres projets n'ont pas pu être poursuivis en raison de Covid-19. La mesure est poursuivie en 2022.

A.5.1 Soutien et valorisation des installations de biogaz dans le canton de Fribourg. Soutien et valorisation des installations de biogaz afin d'optimiser l'utilisation des engrais de ferme et des déchets organiques. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par Ökostrom Schweiz, s'élève à 160 000 francs. En 2021, les installations de biogaz existantes ont été optimisées, une étude du potentiel des engrais de ferme dans le canton de Fribourg a été réalisée et des clarifications concernant les stations de biogaz ont été effectuées. La mesure est poursuivie en 2022.

La quantification de l'effet des mesures du volet «Atténuation» (monitoring) n'a pas encore lieu, la méthodologie étant en cours de développement. Une estimation de l'impact des mesures par secteur est en cours dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure T.1.1 «Objectifs de réduction des émissions pour chaque secteur». Pour les mesures où cela est possible, une estimation de la réduction des émissions de gaz à effet de serre induite par leur mise en œuvre devra être à terme effectuée. Pour les autres mesures, l'impact sera évalué par le biais d'indicateurs complémentaires. Au vu des premières expériences en matière de quantification des effets des mesures du PCC qui représentent avant tout des mesures de soutien aux politiques sectorielles, il n'est pas réaliste de s'attendre à des grands effets en matière d'atténuation. Dès 2022, le PCC est entré dans sa phase de mise en œuvre concrète avec le démarrage de nouvelles mesures. **En 2022**, les mesures lancées en 2021 dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation ont été poursuivies et de nouvelles mesures démarrées:

W.2.1 Soutien aux mesures garantissant la sécurité d'approvisionnement en eau dans les alpages. Soutien à des mesures constructives visant à limiter le risque de pénurie d'eau dans les alpages, en veillant à ne pas capter de nouvelles sources encore à l'état naturel et importantes pour la biodiversité. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par Grangeneuve, s'élève à 400 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 20 000 francs.

W.4.1 Mise en place d'une gouvernance adaptée pour faciliter les projets d'irrigation et concilier la protection des eaux et l'agriculture. Une structure juridique et institutionnelle appropriée est créée afin de faciliter les projets d'irrigation existants et de favoriser la création de nouveaux projets d'irrigation. Elle permet notamment la mobilisation des moyens financiers nécessaires à la planification, la coordination et l'accomplissement de ces projets en parallèle aux autres mesures d'adaptation de l'agriculture (adaptation des systèmes de production, adaptation de la pratique, cultures adaptées aux conditions locales). Par ailleurs, une gouvernance adaptée pour mieux concilier la protection des eaux et l'agriculture est mise en place. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par Grangeneuve, s'élève à 150 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 20 000 francs.

S.5.11 Encouragement de l'agroforesterie pour augmenter l'adaptabilité de l'agriculture face aux changements climatiques. Afin d'augmenter la résilience de l'agriculture face aux changements climatiques, l'inscription des agriculteurs et agricultrices au cours sur l'agroforesterie est soutenue. Soutien à la participation du canton de Fribourg au programme Agroforesterie (Projet ressources). Soutien financier à la plantation d'arbres**.** Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par Grangeneuve, s'élève à 160 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 10 000 francs.

A.2.1 Promotion de la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture. Information des agriculteurs et agricultrices sur les programmes et mesures pouvant être mis en place afin de réduire les émissions d'une exploitation, notamment l'audit énergétique existant ou les mesures proposées par l'USP ciblant les émissions de l'élevage. Soutien aux agriculteurs et agricultrices du canton de Fribourg pour effectuer une analyse du bilan carbone de leur exploitation (énergie utilisée pour les infrastructures et les machines, émissions liées à l'élevage, stockage carbone dans les sols, etc.). Cette analyse se fera à l'aide de l'outil le plus pertinent (outil officiel mis à disposition par la Confédération ou outil utilisé par la majorité des cantons). La mise en place de mesures de réduction des émissions est également soutenue. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par Grangeneuve, s'élève à 350 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 50 000 francs.

A.6.1 Réalisation d'un projet pilote portant sur les méthodes d'épandage d'engrais permettant de diminuer l'impact pour le climat. Mise en place d'un projet pilote pour tester la méthode d'épandage d'engrais sur les champs de céréales assistés par des capteurs. Le but du projet est de diminuer les émissions de N_2O induites par l'épandage d'engrais. Le projet s'appuie également sur les principes de la fertilisation des cultures agricoles en Suisse (PRIF) d'Agroscope. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par Grangeneuve, s'élève à 150 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 6000 francs.

Dans le **domaine de la sylviculture et de la nature**, deux mesures ont été lancées entre **2021 et 2022:**

B.6.1 Réalisation de projets pilotes visant la mise en réseau de biotopes. Afin de pallier les effets négatifs des changements climatiques sur les écosystèmes, des mesures sont mises en place pour renforcer les aires de mise en réseau existantes et renforcer de manière plus générale l'infrastructure écologique dans les milieux forestiers, urbains, dans les pâturages, prairies, bocages et pour relier marais, petits plans d'eau et cours d'eau. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par le Service des forêts et de la nature (SFN), s'élève à 80 000 francs. En 2021, une liste d'arbres appropriés dans les zones construites a pu être élaborée et 69 arbres ont pu être plantés dans les zones construites. La mesure a été poursuivie en 2022.

B.5.2 Création et renaturation de zones humides. Des projets sont réalisés dans le but de créer et de renaturer des zones humides particulièrement sensibles. Ces projets se font notamment sur les parcelles appartenant à l'Etat dans le cadre de sa politique foncière active. L'Etat est proactif sur les parcelles qui lui appartiennent et encourage les communes à faire de même. Le budget total de cette mesure, qui sera mise en œuvre par le SFN, s'élève à 160 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 50 000 francs.

Entre 2021 et 2022, Le SFN a élaboré le **Plan d'action pour l'adaptation des forêts fribourgeoises au changement climatique**. Basé sur une sylviculture proche de la nature, ce plan d'action reprend les trois axes stratégiques retenus par la Confédération, à savoir augmenter la résistance des peuplements aux perturbations, augmenter leur potentiel de résilience et leur capacité d'adaptation. Outre les mesures ci-dessous prévues dans le Plan Climat cantonal, le budget 2022 du SFN a pu être adapté en 2022 afin de bénéficier du soutien fédéral.

Les mesures du Plan Climat cantonal en lien avec l'adaptation des forêts au changement climatique lancées en 2022 sont les suivantes:

S.1.7. Adaptation des recommandations en matière de gestion forestière et information auprès des propriétaires forestiers. Sur la base du Plan d'action pour l'adaptation des forêts fribourgeoises au changement climatiques, les recommandations en matière de gestion forestière sont adaptées aux enjeux climatiques. Des actions d'information et de sensibilisation sont réalisées auprès des propriétaires sur les mesures nécessaires au renforcement de la résilience des forêts (rajeunissement, augmentation de la diversité des essences et des structures). Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par le SFN, s'élève à 80 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 40 000 francs.

S.5.9 Soutien aux mesures sylvicoles d'adaptation des massifs forestiers aux changements climatiques. Afin de garantir la pérennité des forêts fribourgeoises, les mesures sylvicoles d'adaptation aux changements climatiques sont soutenues. Les peuplements forestiers non-adaptés à la station sont convertis. Le budget total de cette mesure, mise en œuvre par le SFN, s'élève à 150 000 francs. La mesure a été lancée en 2022 avec 10 000 francs.

Autres mesures

Il convient par ailleurs de relever que les mesures prévues dans le cadre du Plan Climat cantonal s'ajoutent aux nombreuses mesures déjà mises en place par le monde agricole, fortement impacté par les changements climatiques en cours. Plusieurs d'entre elles avaient été mentionnées dans la réponse du Conseil d'Etat au postulat 2019-GC-45:

> Formation, sensibilisation et formation continue des agricultrices et agriculteurs à Grangeneuve. Les thèmes abordés sont par exemple la fixation des substances organiques dans le sol (baisse du CO_2), l'adaptation de la rotation des cultures et un travail minimal du sol comme mesure possible pour lutter contre les pertes de sol, la conduite écologique des tracteurs pour économiser le diesel ou l'utilisation de rampes d'épandage à tuyaux flexibles pour réduire les émissions d'ammoniac.
> Conseil technique proposé dans plusieurs domaines, de la gestion d'exploitation (p. ex. fourrage destiné à réduire les émissions/alimentation biphase) aux mesures de réduction des émissions d'ammoniac, en passant par un changement d'affectation efficace ou la construction des bâtiments.
> Recommandations formulées pour la production d'énergie renouvelable (chauffages [bâtiments et serres] aux copeaux de bois, installations photovoltaïques, biogaz, pompes à chaleur) et pour l'utilisation du bois local dans les projets de construction.
> Aides structurelles à l'agriculture, en particulier à l'amélioration des sols pour simplifier et optimiser l'exploitation des terres cultivées, par exemple en raccourcissant les trajets avec les véhicules.

L'état actuel des travaux est consultable sur le site officiel du canton: *https://www.fr.ch/energie-agriculture-et-environnement/climat/climat.*

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.

Bericht 2019-DIAF-44 27. September 2022

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2019-GC-45 Christa Mutter/Julia Senti – Klimaschutz in der Land- und Forstwirtschaft

Der Bericht ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung **5**

2. Der kantonale Klimaplan **5**
2.1. Im Allgemeinen 5
2.2. In den Bereichen Land- und Forstwirtschaft 6

1. Einleitung

Mit einem am 28. März 2019 eingereichten und begründeten Postulat (*TGR* Mai 2019, S. 1079) haben die Grossrätinnen Christa Mutter und Julia Senti die Regierung um einen detaillierten Bericht zur Einführung von Klimaschutzmassnahmen auf kantonaler Ebene im Bereich der Land- und Forstwirtschaft ersucht.

In diesem Bericht sollten insbesondere die Wirkungen von Massnahmen zur Verminderung der Treibhausgasemissionen (THG-Emissionen) wie auch Massnahmen zur Absorption von CO_2 (CO_2-Senke) untersucht, deren Effizienz und Einfluss auf das Klima geprüft sowie Finanzierungsmöglichkeiten und allfällig nötige gesetzliche Anpassungen vorgeschlagen werden.

In seiner Antwort vom 24. September 2019 beantragte der Staatsrat, dieses Postulat erheblich zu erklären, wobei er darauf hinwies, dass er ihm im Rahmen der Klimastrategie und der Ausarbeitung des Klimaplans Folge geben wird, die für Mitte 2021 angekündigt waren.

Der Grosse Rat hat das Postulat 2019-GC-45 am 17. Oktober 2019 erheblich erklärt.

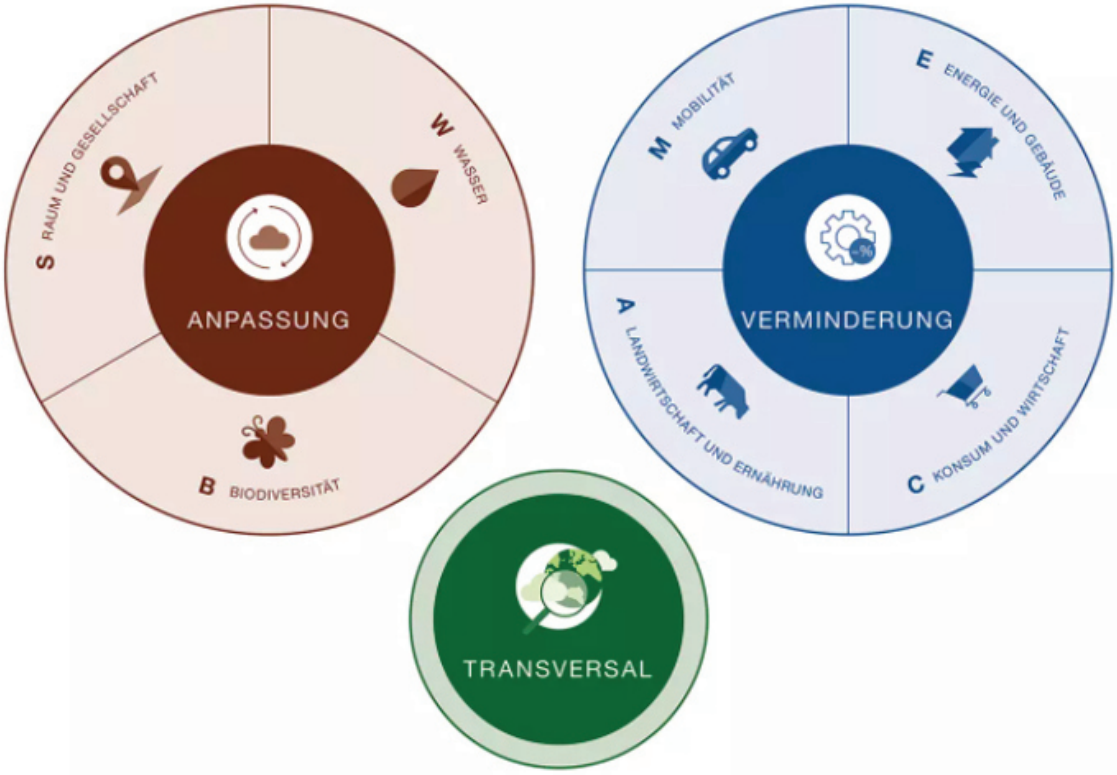
Da das Postulat 2019-GC-45 unter den parlamentarischen Vorstössen, denen der Klimaplan Folge gab, jedoch nicht formell erwähnt wurde, unterbreitet der Staatsrat dem Grossen Rat diesen Bericht, in dem die Massnahmen in den Bereichen Land- und Forstwirtschaft aufgeführt sind.

2. Der kantonale Klimaplan

2.1. Im Allgemeinen

Der Staatsrat hat den kantonalen Klimaplan (KKP) am 8. Juni 2021 verabschiedet. Dieses Instrument, das den Rahmen für die Klimastrategie des Staatsrats bildet, umfasst 115 Massnahmen, die zwischen 2021 und 2026 umgesetzt werden sollen. 2021 wurden für die Einführung der als «dringlich» bezeichneten Massnahmen 1 790 000 Franken zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus genehmigte der Grosse Rat für den Zeitraum 2022–2026 einen Verpflichtungskredit von 21 Millionen Franken für die Umsetzung des KKP. Insgesamt stehen damit rund 22,8 Millionen Franken zur Verfügung, zusätzlich zu den bereits umgesetzten Massnahmen, zum Beispiel in den Bereichen Energiepolitik, Mobilität oder Gebäude. In der Freiburger Klimapolitik stehen derzeit zwei Ziele im Zentrum:

> Sicherstellen der Anpassungsfähigkeit des Kantons an den Klimawandel (Pfeiler «**Anpassung**»);
> Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen verringern sowie Treibhausgasemissionen bis 2030 um 50% und bis 2050 auf Netto-Null reduzieren (Pfeiler «**Verminderung**»).



Der KKP umfasst zwei Pfeilern (Anpassung und Verminderung), 8 strategische Achsen und 115 Massnahmen.

2.2. In den Bereichen Land- und Forstwirtschaft

In diesem Bericht sind die wichtigsten Massnahmen zu den im Postulat 2019-GC-45 erwähnten Bereichen zusammengefasst. Für weitere Details wird auf den kantonalen Klimaplan verwiesen. Die **Landwirtschaft**, welche im Kanton Freiburg bedeutend ist, war Gegenstand von zahlreichen Analysen. Sie spielt eine Rolle bei mehreren Massnahmen des Pfeilers «Anpassung», insbesondere bei den Achsen W «Wasser» und S «Raum und Gesellschaft» (Bewässerung, Wasserfassungen, resistente Arten, Erosionsbekämpfung, Agroforstwirtschaft usw.).

Die Landwirtschaft und die Ernährung bilden im Übrigen eine der vier Achsen des Pfeilers «Verminderung». Das Ziel dieser Achse A «Landwirtschaft und Ernährung» besteht darin, die Klimawirkung der Landwirtschaft und des Lebensmittelkonsums zu reduzieren und gleichzeitig diesen sehr wichtigen Wirtschaftssektor zu fördern. Die spezifischen Ziele der Achse Landwirtschaft und Ernährung, die etwa 20% der gesamten Emissionen des Kantons abdeckt, sind:

> Reduzieren der THG-Emissionen der Produktionskette der Lebensmittel und ihres Transports;
> Verringern der THG-Emissionen des Agrarsektors;
> Erhöhen der Kohlenstoffspeicherkapazität der Böden.

Die **Forstwirtschaft** hat direkt Projekte in den Achsen B «Biodiversität», S «Raum und Gesellschaft», C «Konsum und Wirtschaft» und als Lieferant von Bauholz und Brennholz indirekt auch in der Achse E «Energie und Gebäude».

26 als «dringlich» bezeichnete Massnahmen wurden im Rahmen des KKP im Jahr **2021** als erste in Angriff genommen. Im Bereich der **Landwirtschaft** waren dies folgende Massnahmen:

S.5.10 Durchführung von Begleitmassnahmen hin zu einer klimaresilienten Landwirtschaft. Unterstützung von Begleitmassnahmen für eine gegenüber dem Klimawandel widerstandsfähige Landwirtschaft anhand von guten Beispielen und Innovationen in der Klimaanpassung (Smart Farming, Agroforstwirtschaft, bodenkonservierende Landwirtschaft, Auswahl angepasster Arten usw.). Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Grangeneuve umgesetzt wird, umfasst 200 000 Franken. 2021 wurde eine Studie zum Thema Wasserbedarf für Bewässerungen im Kanton Freiburg durch das Büro Hydrolina erstellt. Die Massnahme wird 2022 fortgesetzt.

A.2.2 Abwärmenutzung für Heubelüftungsanlagen. Finanzielle Unterstützung für Landwirtinnen und Landwirte, die Abwärme unter dem Dach oder unter Photovoltaikanlagen für die Heubelüftungsanlagen nutzen. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Grangeneuve umgesetzt wird, umfasst 220 000 Franken. 2021 konnten 14 Landwirtinnen und Landwirte, die Abwärme unter dem Dach oder

unter Photovoltaikanlagen für die Heubelüftungsanlagen nutzen, finanziell unterstützt werden. Die Massnahme wurde 2022 fortgesetzt.

A.2.4 Förderung von kurzen Lieferketten und Unterstützung des lokalen Konsums. Förderung (Sensibilisierungskampagne, Subventionen, Integration des staatlichen Gaststättengewerbes) von kurzen Lieferketten und des lokalen Konsums (insbesondere Direktkauf auf Bauernhöfen, Einkaufsplattform für lokale Produkte, Förderung lokaler Akteure in der Produktverarbeitung), einschliesslich der Frage der Lebensmittelverschwendung. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch das Generalsekretariat der ILFD umgesetzt wird, umfasst 260 000 Franken. 2021 wurde ein Projekt im Rahmen eines umfassenden Coachings unterstützt. Das Projekt «De la terre à l'assiette» von FARA ist praktisch bei Null gestartet. Inzwischen ist die technische und wirtschaftliche Machbarkeit abgeklärt. Zwei weitere Projekte konnten aufgrund von Covid-19 nicht weiterverfolgt werden. Die Massnahme wird 2022 fortgesetzt.

A.5.1 Unterstützung und Valorisierung von Biogasanlagen im Kanton Freiburg. Unterstützung und Valorisierung von Biogasanlagen, um die Nutzung von Hofdüngern und organischen Abfällen zu optimieren. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Ökostrom Schweiz umgesetzt wird, umfasst 160 000 Franken. 2021 wurden bestehende Biogasanlagen optimiert, eine Studie des Hofdüngerpotenzials im Kanton Freiburg realisiert sowie Abklärungen betreffend Biogastankstellen gemacht. Die Massnahme wird 2022 fortgesetzt.

Die Quantifizierung (Monitoring) der Wirkung der Massnahmen des Pfeilers «Verminderung» ist noch nicht erfolgt, weil sich die Methodik noch in der Entwicklung befindet. Die Wirkungsabschätzung auf die einzelnen Sektoren wird derzeit im Rahmen der Umsetzung der Massnahme T.1.1 «Emissionsreduktionsziele für jeden Sektor» durchgeführt. Für die Massnahmen, bei denen dies möglich ist, wird eine Abschätzung der durch ihre Umsetzung bewirkten Reduktion der Treibhausgasemissionen vorgenommen werden. Für die Massnahmen, bei denen dies nicht möglich ist, werden die Auswirkungen mithilfe zusätzlicher Indikatoren bewertet werden. Angesichts der ersten Erfahrungen bei der Quantifizierung der Wirkung von Massnahmen des KKP, die in erster Linie Unterstützungsmassnahmen für sektorale Politiken sind, ist es unrealistisch, durch sie eine bedeutende Reduktion der Treibhausgasemissionen zu erwarten. 2022 trat der KKP mit der Lancierung neuer Massnahmen in seine konkrete Umsetzungsphase ein. So wurden **2022** die 2021 begonnenen Massnahmen der Achse Landwirtschaft und Lebensmittel fortgesetzt und es wurden neue Massnahmen gestartet:

W.2.1 Unterstützung der Massnahmen, die die Sicherheit der Trinkwasserversorgung auf den Alpen gewährleisten. Unterstützung konstruktiver Massnahmen, die das Risiko des Wassermangels auf den Alpen verringern sollen, wobei darauf zu achten ist, dass keine neuen Quellen angezapft werden, die sich noch in ihrem natürlichen Zustand befinden und wichtig für die Biodiversität sind. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Grangeneuve umgesetzt wird, umfasst 400 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit 20 000 Franken gestartet.

W.4.1 Einführung einer angemessenen Struktur, damit Bewässerungsprojekte einfacher gestaltet und der Gewässerschutz mit der Landwirtschaft in Einklang gebracht werden kann. Eine geeignete juristische und institutionelle Struktur wird geschaffen, damit bereits bestehende Bewässerungsprojekte unterstützt und die Schaffung neuer Bewässerungsprojekte gefördert werden können. Dadurch können insbesondere die notwendigen finanziellen Mittel mobilisiert werden, die zur Planung, Koordination und Durchführung dieser Projekte gleichzeitig mit anderen Massnahmen zur Anpassung in der Landwirtschaft (Anpassung der Produktionssysteme, Anpassung der Praxis, an die lokalen Bedingungen angepasste Kulturen) notwendig sind. Es wird ausserdem eine Struktur eingesetzt, die es erlaubt, den Gewässerschutz und die Landwirtschaft besser miteinander in Einklang zu bringen. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Grangeneuve umgesetzt wird, umfasst 150 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit 20 000 Franken gestartet.

S.5.11 Anregen der Agroforstwirtschaft, um die Anpassungsfähigkeit der Landwirtschaft an den Klimawandel zu verbessern. Die Landwirtinnen und Landwirte werden mit dem Ziel, die Widerstandsfähigkeit der Landwirtschaft gegenüber dem Klimawandel zu verbessern, dazu angeregt, sich in den Kurs zur Agroforstwirtschaft einzuschreiben. Unterstützung der Teilnahme des Kantons Freiburg am Programm Agroforstwirtschaft (Projekt Ressourcen). Finanzielle Unterstützung zur Anpflanzung von Bäumen. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Grangeneuve umgesetzt wird, umfasst 160 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit 10 000 Franken gestartet.

A.2.1 Förderung der Reduktion der Treibhausgasemissionen aus der Landwirtschaft. Information der Landwirtinnen und Landwirte über Programme und Massnahmen, die zur Reduktion der Emissionen eines landwirtschaftlichen Betriebs getroffen werden können, insbesondere die bestehende Energieberatung oder die vom SBV vorgeschlagenen Massnahmen, die auf die Emissionen aus der Viehzucht abzielen. Unterstützung der Landwirtinnen und Landwirte des Kantons Freiburg bei der Durchführung einer Analyse der Treibhausgasbilanz ihres Betriebs (Energieverbrauch für Infrastruktur und Maschinen, Emissionen aus der Viehzucht, Kohlenstoffspeicherung in den Böden usw.). Diese

Analyse wird mit dem am besten geeigneten Instrument durchgeführt (offizielles, vom Bund zur Verfügung gestelltes Instrument oder von der Mehrheit der Kantone verwendetes Instrument). Die Umsetzung von Massnahmen zur Verringerung der Emissionen wird ebenfalls unterstützt. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Grangeneuve umgesetzt wird, umfasst 350 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit 50 000 Franken gestartet.

A.6.1 Durchführung eines Pilotprojekts über Düngerausbringungsmethoden, welche die Auswirkungen auf das Klima verringern. Durchführung eines Pilotprojekts zur Erprobung der Methode der sensorgestützten Ausbringung von Dünger auf Getreidefeldern. Ziel des Projekts ist es, die N_2O-Emissionen zu reduzieren, die durch die Ausbringung von Düngern verursacht werden. Das Projekt basiert auch auf den Grundlagen für die Düngung im Acker- und Futterbau von Agroscope in der Schweiz (GRUD). Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch Grangeneuve umgesetzt wird, umfasst 150 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit 6000 Franken gestartet.

In den Bereichen Forstwirtschaft und Natur wurden zwischen **2021 und 2022** zwei Massnahmen in Angriff genommen:

B.6.1 Durchführung von Pilotprojekten zur Vernetzung von ökologischen Flächen. Zur Vermeidung negativer Auswirkungen des Klimawandels auf die Ökosysteme werden Massnahmen umgesetzt, deren Ziel in der Verstärkung bestehender Vernetzungsgebiete liegt. Ganz allgemein wird die Verstärkung der ökologischen Infrastruktur von Wald- und städtischen Gebieten, Weiden, Wiesen, Hecken sowie die Vernetzung von Sümpfen, kleineren Wasserflächen und Wasserläufen angestrebt. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch das Amt für Wald und Natur (WNA) umgesetzt wird, umfasst 80 000 Franken. 2021 konnte eine Liste von geeigneten Bäumen im überbauten Gebiet erarbeitet und es konnten 69 Bäume in überbautem Gebiet gepflanzt werden. Die Massnahme wurde 2022 fortgesetzt.

B.5.2 Schaffung und Renaturierung von Feuchtgebieten. Zur Schaffung und Renaturierung sehr sensibler Feuchtgebiete werden Projekte durchgeführt, die vor allem auf staatseigenen Parzellen stattfinden und in den Rahmen einer aktiven Bodenpolitik eingeschrieben sind. Der Staat handelt auf seinen Parzellen proaktiv und regt die Gemeinden an, genauso zu handeln. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch das WNA umgesetzt wird, umfasst 160 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit 50 000 Franken gestartet.

Zwischen 2021 und 2022 hat das WNA einen **Aktionsplan zur Anpassung des Freiburger Waldes an den Klimawandel** ausgearbeitet. Der auf einer naturnahen Waldwirtschaft basierende Aktionsplan übernimmt die drei strategischen Achsen des Bundes, d. h. die Erhöhung der Störungsresistenz der Bestände, ihres Resilienzpotenzials und ihrer Anpassungsfähigkeit. Neben den im Klimaplan vorgesehenen unten stehenden Massnahmen konnte das Budget 2022 des WNA angepasst werden, um die Unterstützung des Bundes zu erhalten.

Folgende Massnahmen des Klimaplans in Zusammenhang mit der Anpassung der Wälder an den Klimawandel wurden 2022 gestartet:

S.1.7 Anpassung der Empfehlungen für die Forstwirtschaft und Information von Waldeigentümerinnen und -eigentümern. Basierend auf dem Aktionsplan zur Anpassung des Freiburger Waldes an den Klimawandel werden die Empfehlungen für die Forstwirtschaft an die klimatischen Herausforderungen angepasst. Für die Waldeigentümerinnen und -eigentümer werden Informations- und Sensibilisierungsaktivitäten über die notwendigen Massnahmen zur Verstärkung der Widerstandskraft der Wälder (Verjüngung, Erhöhung der Diversität von Baumarten und -strukturen) durchgeführt. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch das WNA umgesetzt wird, umfasst 80 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit 40 000 Franken gestartet.

S.5.9 Unterstützung forstlicher Massnahmen zur Anpassung von Waldgebieten an den Klimawandel. Zur Gewährleistung des Fortbestands des Freiburger Waldes werden forstliche Massnahmen zu dessen Anpassung an den Klimawandel unterstützt. Standortuntaugliche Waldbestände werden in angepasste Bestände überführt. Das Gesamtbudget dieser Massnahme, welche durch das WNA umgesetzt wird, umfasst 150 000 Franken. Die Massnahme wurde 2022 mit10 000 Franken gestartet.

Weitere Massnahmen

Es sei auch darauf hingewiesen, dass die vom aktuellen Klimawandel stark betroffene Landwirtschaft zusätzlich zu den im Rahmen des kantonalen Klimaplans vorgesehenen Massnahmen bereits zahlreiche weitere Massnahmen ergriffen hat. Verschiedene dieser Massnahmen waren in der Antwort des Staatsrats auf das Postulat 2019-GC-45 bereits erwähnt:

> Ausbildung, Sensibilisierung und Weiterbildung der Landwirtinnen und Landwirte in Grangeneuve. Es werden Themen behandelt wie die Fixierung organischer Stoffe im Boden (CO_2-Senke), die Anpassung der Fruchtfolge sowie eine minimale Bodenbearbeitung als mögliche Massnahme gegen den Bodenverlust, das ökologische Fahren von Traktoren zur Dieseleinsparung oder der Einsatz von Schleppschläuchen zur Reduzierung der Ammoniakemissionen.

> In verschiedenen Bereichen wird technische Beratung angeboten, von der Betriebsführung (z. B. bei einem emissionsreduzierenden Futtermittel/Biphasenfutter-

mittel) über die effiziente Umnutzung oder den Bau von Gebäuden bis hin zu Massnahmen zur Reduzierung der Ammoniakemissionen.

> Es werden Empfehlungen gemacht für die Produktion von erneuerbarer Energie (Holzschnitzelheizungen für Gebäude oder Gewächshäuser, Photovoltaik- und Biogasanlagen oder Wärmepumpen) und für die Verwendung von lokalem Holz bei Bauprojekten.

> Es werden Strukturbeihilfen für die Landwirtschaft gewährt, insbesondere für Bodenverbesserungen zur Erleichterung und Optimierung der Nutzung von Anbauflächen, beispielsweise durch Verkürzung der Fahrten mit Fahrzeugen.

Der aktuelle Stand der Arbeiten kann der offiziellen Website des Kantons, *https://www.fr.ch/de/energie-landwirtschaft-und-umwelt/klima/klima,* entnommen werden.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.

Message 2022-DAEC-108 13 septembre 2022

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'une subvention pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz

Sur proposition de l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», nous sollicitons l'octroi d'une subvention cantonale et fédérale d'un montant total de 1 897 164 francs pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz.

Le plan du message est le suivant:

1.	**Situation initiale et justification du projet**	**1**
2.	**Description du projet**	**1**
3.	**Devis**	**2**
4.	**Demande de subvention**	**2**
5.	**Conséquences d'un refus**	**2**
6.	**Autres incidences**	**2**
7.	**Conclusion**	**2**

1. Situation initiale et justification du projet

Des inondations se produisent régulièrement à Ulmiz, le long de la Bibera. Celles-ci provoquent des dommages considérables aux bâtiments et aux cultures agricoles. La carte des dangers liés aux crues montre que, dans l'ensemble, il existe un danger moyen le long de ce tronçon de cours d'eau. De ce fait, l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» a donc élaboré un projet d'aménagement du cours d'eau visant à combler les déficits de protection existants par l'agrandissement du gabarit hydraulique du lit et la construction d'un nouveau pont à Ulmiz avec une portée supérieure.

Parallèlement, le projet d'aménagement du cours d'eau doit permettre d'améliorer la qualité écologique du lit ainsi que celle de l'ensemble de l'espace réservé aux eaux en y installant différents éléments structurels. La connectivité aquatique longitudinale doit être rétablie par le démontage d'un barrage existant.

2. Description du projet

Le projet d'aménagement du cours d'eau doit permettre de protéger les bâtiments existants contre une crue cinquantennale et d'éviter que ces bâtiments soient soumis à de fortes intensités d'inondation en cas de crue tricentennale. Cet objectif de protection a été fixé dans le «Concept de protection contre les crues Ulmiz-Gempenach», d'ores et déjà approuvé en 2015 par les services de l'administration concernés. Pour atteindre cet objectif, les mesures suivantes ont été définies:

> construction d'une digue plate en bordure de l'espace réservé aux eaux, sur la rive gauche en amont du pont;
> rehaussement du mur de rive le long de la route communale, sur la rive droite en amont du pont;
> construction d'un nouveau pont d'une portée de 9,5 m (actuellement 5 m);
> augmentation du gabarit hydraulique du cours d'eau (abaissement du fond du lit et agrandissement de la section d'écoulement en aval du pont jusqu'au barrage situé près de la propriété Roth (article n° 180 du registre foncier d'Ulmiz);
> démolition du barrage situé près de la propriété Roth dans le but d'augmenter la pente du lit.

Le projet prévoit trois types de protection des berges. Dans les zones à forte charge hydraulique et/ou dans des espaces très exigus, il est prévu de construire un aménagement rigide des berges (enrochement ou mur de rive). Dans les zones

à charge hydraulique moyenne, les berges sont protégées au moyen d'épis submergés. Dans les zones à faible charge hydraulique, les berges sont protégées par des mesures de stabilisation végétale (plantation).

Par les mesures suivantes, la qualité écologique du cours d'eau et de ses rives sera améliorée:

> démolition du barrage (obstacle à la migration des poissons) près de la propriété Roth pour rétablir la connectivité aquatique longitudinale;
> mise en place d'éléments structurels dans le fond du lit (épis submergés, pierres déflecteurs le long du mur de rive existant, souches) pour diversifier les espaces vitaux;
> aménagement de l'espace réservé aux eaux dans le but de créer des espaces vitaux terrestres diversifiés (prairies maigres, nouvelles haies/bosquets champêtres, biotopes humides, petites structures telles que des tas de branches et de pierres, …).

3. Devis

Le coût total du projet a été devisé à 2 586 222 francs. Selon le devis actuel des coûts de construction et de planification, des honoraires, de l'acquisition de terrain, des indemnités et des imprévus, 2 371 454 francs au total sont reconnus comme frais subventionnables en vue de l'aménagement du cours d'eau et de sa revitalisation.

Pour le nouveau pont, une clé de répartition financière a été négociée entre l'aménagement du cours d'eau (à la charge du projet d'aménagement du cours d'eau) et le projet routier (à la charge de la commune d'Ulmiz). La participation de la commune d'Ulmiz au pont s'élève à 34%, ce qui correspond à un montant de 214 768 francs. Cette participation n'est pas subventionnée à travers le projet d'aménagement du cours d'eau.

4. Demande de subvention

L'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» requiert une subvention fédérale et cantonale au projet d'aménagement des eaux à Ulmiz. Le coût des mesures subventionnables est devisé à 2 371 454 francs.

Le projet remplit les conditions de la convention-programme avec l'Office fédéral de l'environnement dans le domaine des «ouvrages de protection et les données de base sur les dangers». Une subvention fédérale à hauteur de 35% des coûts subventionnables peut par conséquent être accordée, ce qui correspond à un montant de 830 009 francs.

Le projet remplit, en outre, les conditions de la convention-programme avec l'Office fédéral de l'environnement dans le domaine «revitalisation des eaux» pour les critères «Objectif d'aménagement 3.1.b: Augmentation de l'espace réservé aux eaux» et «Objectif d'aménagement 2.b: Utilité moyenne pour la nature et le paysage». Une subvention fédérale complémentaire à hauteur de 20% des coûts subventionnables peut par conséquent être accordée, ce qui correspond à un montant de 474 291 francs.

Vu les articles 47, 48 et 49 de la loi sur les eaux du 18 décembre 2009 (LCEaux) et les articles 60, 61 et 63 du règlement sur les eaux (RCEaux) du 21 juin 2011, la subvention octroyée par l'Etat à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» s'élève à 32% avec une majoration de 15% pour les travaux de revitalisation. Cela équivaudrait à un montant cantonal à hauteur totale de 47% des coûts subventionnables.

Le montant total des subventions fédérales et cantonale ne doit toutefois pas dépasser 80% des dépenses subventionnables pour ce projet (art. 47 al. 2 LCEaux). La subvention cantonale s'élève par conséquent à 25%, ce qui correspond à un montant de 592 864 francs.

5. Conséquences d'un refus

En cas de refus des subvention fédérales et cantonale à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», le présent projet d'aménagement des eaux ne sera vraisemblablement pas réalisé.

Si les mesures prévues ne sont pas mises en œuvre, il faudra continuer à s'attendre régulièrement à des crues et à des dommages conséquents aux bâtiments et aux cultures agricoles dans la partie basse d'Ulmiz. Le projet doit éviter pour près de 1,8 million de francs de dommage sur un horizon de 50 ans. Pour les bâtiments concernés, toute transformation ou nouvelle construction ne pourrait être réalisée qu'en l'assortissant d'importantes conditions.

Les mesures de revalorisation écologique du cours d'eau et de ses rives qui, dans le cadre du présent projet reçoivent le soutien de l'Office fédéral de l'environnement par le biais de subventions complémentaires, ne seraient vraisemblablement pas réalisées.

6. Autres incidences

Le présent projet n'a pas d'incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a pas d'influence sur les effectifs de l'Etat et n'est pas concerné par les questions d'eurocompatibilité. Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

7. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat recommande au Grand Conseil de soutenir le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz par une subvention fédérale d'un montant maximal

de 1 304 300 francs et une subvention cantonale d'un montant maximal de 592 864 francs.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le projet de décret.

Annexes:

—

Annexe 1: «Situation und Längenprofil», 28 juillet 2021

Annexe 2: «Gestaltungs- und Bepflanzungsplan», 20 juillet 2021 (uniquement en langue allemande)

Botschaft 2022-DAEC-108 13. September 2022

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz

Auf Antrag des «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» ersuchen wir Sie um die Gewährung eines Kantons- und Bundesbeitrags von insgesamt 1 897 164 Franken an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Ausgangslage und Begründung des Vorhabens **4**

2. Projektbeschreibung **4**

3. Kostenvoranschlag **5**

4. Subventionsbegehren **5**

5. Folgen einer Ablehnung **5**

6. Weitere Folgen **5**

7. Schlussfolgerung **5**

1. Ausgangslage und Begründung des Vorhabens

Entlang der Bibera in Ulmiz treten regelmässig Überschwemmungen auf, welche zu erheblichen Schäden an Gebäuden und landwirtschaftlichen Kulturen führen. Die Hochwassergefahrenkarte zeigt, dass entlang dieser Gewässerstrecke mehrheitlich eine mittlere Gefährdung besteht. Das «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» hat deswegen ein Wasserbauprojekt erstellt, mit welchem die vorhandenen Schutzdefizite, durch den Ausbau des Gerinnes und den Neubau einer grösseren Brücke in Ulmiz, behoben werden sollen.

Gleichzeitig soll mit dem Wasserbauprojekt das Bachbett und der gesamte Gewässerraum durch den Einbau von verschiedenen Strukturelementen ökologisch aufgewertet werden. Die aquatische Längsvernetzung soll durch den Rückbau eines bestehenden Wehrs wiederhergestellt werden.

2. Projektbeschreibung

Mit dem Wasserbauprojekt sollen die bestehenden Gebäude gegen ein 50-jährliches Hochwasserereignis geschützt werden und bei 300-jährlichen Ereignissen sollen keine starken Überschwemmungsintensitäten mehr auftreten. Dieses Schutzziel wurden im «Massnahmenkonzept Hochwasserschutz Ulmiz-Gempenach» festgelegt, welches bereits im Jahr 2015 von den betroffenen Amtsstellen genehmigt wurde. Um dieses Ziel zu erreichen sind folgende Massnahmen vorgesehen:

> Bau eines flachen Damms am Rande des Gewässerraums, linksseitig oberhalb der Brücke;
> Erhöhung der Ufermauer entlang der Gemeindestrasse, rechtsseitig oberhalb der Brücke;
> Neubau der Brücke mit einer Spannweite von 9,5 m (aktuell 5 m);
> Gerinneausbau (Absenkung der Bachsohle und Vergrösserung des Abflussprofils) unterhalb der Brücke bis zum Wehr bei der Liegenschaft Roth (Artikel Nr. 180 Grundbuch Ulmiz);
> Abbruch des Wehrs bei der Liegenschaft Roth zur Vergrösserung des Sohlengefälles.

Das Projekt sieht drei verschiedene Uferschutztypen vor. In Bereichen mit hoher hydraulischer Belastung und/oder sehr engen Platzverhältnissen ist ein harter Uferverbau vorgesehen (Blocksatz oder Ufermauer). In Bereichen mit mittlerer hydraulischer Belastung werden die Ufer mittels Lenkbuhnen geschützt. In Bereichen mit geringer hydraulischer Belastung werden die Ufer durch ingenieurbiologische Massnahmen (Bepflanzung) gesichert.

Folgende Massnahmen sollen das Gewässer und seine Ufer ökologisch aufwerten:

> Abbruch des Wehrs (Fischwanderhindernis) bei der Liegenschaft Roth zur Wiederherstellung der aquatischen Längsvernetzung;
> Einbau von Strukturelementen in der Gewässersohle (überströmte Lenkbuhnen, Störsteine entlang der bestehenden Ufermauer, Wurzelstöcke) zur Diversifizierung der aquatischen Lebensräume;
> Gestaltung des Gewässerraums zur Schaffung diversifizierter terrestrischer Lebensräume (Magerwiesen, neue Hecken/Feldgehölze, Feuchtbiotope, Kleinstrukturen wie Ast- und Steinhaufen, …).

3. Kostenvoranschlag

Die Gesamtkosten des Projekts sind auf 2 586 222 Franken voranschlagt. Davon sind für den Wasserbau und die Revitalisierung insgesamt 2 371 454 Franken als beitragsberechtigte Kosten anerkannt, gemäss dem aktuellen Kostenvoranschlag von Baukosten, Planungskosten, Honoraren, Landerwerb, Entschädigungen und Unvorhergesehenem.

Für die neue Brücke wurde ein Kostenteiler zwischen Wasserbau (zulasten des Wasserbauprojekts) und Strassenbau (zulasten der Gemeinde Ulmiz) ausgehandelt. Der Anteil der Gemeinde Ulmiz an der Brücke beträgt 34%, was einem Betrag von 214 768 Franken entspricht. Dieser Anteil wird nicht über das Wasserbauprojekt subventioniert.

4. Subventionsbegehren

Das «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» beantragt einen Bundes- und Kantonsbeitrag an das Wasserbauprojekt in Ulmiz. Die beitragsberechtigten Kosten für die Massnahmen werden auf 2 371 454 Franken veranschlagt.

Das Projekt erfüllt die Bedingungen der Programmvereinbarung mit dem Bundesamt für Umwelt im Bereich «Schutzbauten und Gefahrengrundlagen». Es kann somit ein Bundesbeitrag von 35% an die beitragsberechtigten Kosten gewährt werden, was einem Betrag von 830 009 Franken entspricht.

Das Projekt erfüllt zudem die Bedingungen der Programmvereinbarung mit dem Bundesamt für Umwelt im Bereich «Revitalisierung» für die Kriterien «PZ3.1.b: Erhöhter Gewässerraum» und «PZ3.2.b: Mittlerer Nutzen für Natur und Landschaft». Es kann somit ein zusätzlicher Bundesbeitrag von 20% an die beitragsberechtigten Kosten gewährt werden, was einem Betrag von 474 291 Franken entspricht.

Gestützt auf die Artikel 47, 48 und 49 des Gewässergesetzes vom 18. Dezember 2009 (GewG) und die Artikel 60, 61 und 63 des Gewässerreglements vom 21. Juni 2011 (GewR) beträgt die Subvention des Staats zugunsten des «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» 32% mit einem Zuschlag von 15% für Revitalisierungsarbeiten. Dies würde einen Kantonsbeitrag von insgesamt 47% der beitragsberechtigten Kosten ergeben.

Der Gesamtbetrag der Bundes- und Kantonssubventionen für dieses Vorhaben darf jedoch 80% der beitragsberechtigten Kosten nicht übersteigen (Art. 47 Abs. 2 GewG). Somit beträgt der Kantonsbeitrag 25%, was einem Betrag von 592 864 Franken entspricht.

5. Folgen einer Ablehnung

Werden dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» die Bundes- und Kantonsbeiträge verweigert, so wird das Wasserbauprojekt voraussichtlich nicht realisiert.

Ohne die geplanten Massnahmen müsste im Unterdorf Ulmiz weiterhin mit regelmässigen Überschwemmungen und erheblichen Schäden an Gebäuden und landwirtschaftlichen Kulturen gerechnet werden. Durch das Projekt sollen auf 50 Jahre gerechnet rund 1.8 Millionen Franken an Schäden verhindert werden. Für die betroffenen Gebäude wären zukünftige Um- oder Neubauprojekte im besten Fall nur mit grossen Auflagen realisierbar.

Die Massnahmen zur ökologischen Aufwertung des Gewässers und seiner Ufer, welche im Rahmen dieses Projekts vom Bundesamt für Umwelt mit zusätzlichen Subventionen unterstützt werden, würden dann voraussichtlich auch nicht ausgeführt.

6. Weitere Folgen

Das unterbreitete Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staats und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen. Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

7. Schlussfolgerung

Aus den dargelegten Gründen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz mit einem Bundesbeitrag von maximal 1 304 300 Franken und einem kantonalen Beitrag von maximal 592 864 Franken zu unterstützen.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge:

—

Anhang 1: «Situation und Längenprofil», 28. Juli 2021

Anhang 2: «Gestaltungs- und Bepflanzungsplan», 20. Juli 2021

Projet du 13.09.2022

Décret relatif à l'octroi d'une subvention pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz

du…

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et son règlement d'exécution du 21 juin 2011 (RCEaux);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2022-DAEC-108 du Conseil d'Etat du 13 septembre 2022;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

[1] La demande de subvention cantonale et fédérale pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz, présentée par l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», est approuvée.

Entwurf vom 13.09.2022

Dekret über einen Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz

vom…

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG) und das dazugehörige Ausführungsreglement vom 21. Juni 2011 (GewR);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DAEC-108 des Staatsrats vom 13. September 2022;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

[1] Das Gesuch vom «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» um einen Kantons- und Bundesbeitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz wird genehmigt.

Art. 2

[1] Une contribution cantonale de 25% des coûts totaux du montant subventionnable de 2 371 454 francs est accordée à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», ce qui correspond à un montant de 592 864 francs.

[2] Une contribution fédérale de 35% des coûts totaux du montant subventionnable de 2 371 454 francs est accordée à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» par le biais de la convention-programme sur les ouvrages de protection et les données de base sur les dangers, ce qui correspond à un montant de 830 009 francs.

[3] Une contribution fédérale de 20% des coûts totaux du montant subventionnable de 2 371 454 francs est accordée à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» par le biais de la convention-programme dans le domaine de la revitalisation des eaux, ce qui correspond à un montant de 474 291 francs.

[4] Ces dépenses sont imputées au centre de coûts 3845 OPEN 5620.200 – «Subventions cantonales pour des communes liées à des conventions-programmes» et sont accordées en fonction de l'avancement des travaux et des moyens disponibles.

Art. 3

[1] En acceptant la subvention, l'entreprise WBU d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» s'engage à maintenir les ouvrages en bon état.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

Art. 2

[1] Dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» wird ein kantonaler Beitrag von 25% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 371 454 Franken gewährt, was einem Betrag von 592 864 Franken entspricht.

[2] Dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» wird über die Programmvereinbarung im Bereich «Schutzbauten und Gefahrengrundlagen» ein Bundesbeitrag von 35% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 371 454 Franken gewährt, was einem Betrag von 830 009 Franken entspricht.

[3] Dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» wird über die Programmvereinbarung im Bereich «Revitalisierung» ein Bundesbeitrag von 20% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 371 454 Franken gewährt, was einem Betrag von 474 291 Franken entspricht.

[4] Diese Ausgaben werden unter der Kostenstelle 3845 OPEN 5620.200 – «Kantonsbeiträge an die Gemeinden mit Bezug auf die Programmvereinbarungen» verbucht und entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden Mitteln getätigt.

Art. 3

[1] Das «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» verpflichtet sich mit der Annahme des Beitrags, die Bauwerke in gutem Zustand zu erhalten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Le présent décret n’est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

HWS Bibere Ulmiz

Gestaltungs- und Bepflanzungsplan

Inhalt

1 Vorgaben (Rückmeldungen aus Vernehmlassung) ... 1

2 Begrünung neue Böschungen ... 1
2.1 Pflege ... 1
2.1.1 Startpflege ... 1
2.1.2 Folgepflege ... 1

3 Gehölze ... 2
3.1 Heckengehölze ... 2
3.2 Feldgehölze klein ... 2
3.3 Feldgehölze gross ... 2
3.4 Pflanzung ... 3
3.4.1 Abstände ... 3
3.4.2 Gruppierung, Grösse und Herkunft ... 3
3.5 Pflege ... 3
3.5.1 Startpflege ... 3
3.5.2 Folgepflege ... 3

4 Kleinstrukturen ... 3
4.1 Kleinstruktur Typ 1 ... 4
4.2 Kleinstruktur Typ 2 ... 4
4.3 Steinlinsen ... 5
4.4 Asthaufen ... 5

5 Pflanzliste ... 5

1 Vorgaben (Rückmeldungen aus Vernehmlassung)

Amt für Umwelt:

6. Mit dem Ausführungsprojekt soll ein Bestockungsplan erstellt werden. Dieser soll dem Amt für Wald und Natur und dem Amt für Umwelt zur Genehmigung unterbreitet werden.
7. Die äussere Grenze des Gewässerraums soll im Gelände klar ersichtlich sein. Sie soll mit Kleinstrukturen wie Steinhaufen, Holzhaufen, Einzelbäumen, eventuell kleinen Tümpeln, oder anderen klar erkennbaren Zeichen gekennzeichnet werden.

Amt für Wald und Natur:

3. Der gesamte Gewässerraum muss ökologisch aufgewertet werden, damit die Biodiversität unterstützt wird.
4. So weit wie möglich ist darauf zu achten die grossen einheimischen Bäume zu behalten.
8. Die Bepflanzung wird mit einheimischen, standortgerechten Sträuchern regionaler Herkunft realisiert.

2 Begrünung neue Böschungen

Die neu geschaffenen Böschungen des Gewässers sowie des Schutzdamms und Bereiche um die Kleinstrukturen werden zu einer Magerwiese / Ruderalflur mit **VSS Natur Rohboden ROH** (10g/m^2) angesät. Für den Krautsaum / Hochstaudenflur wird die Mischung **UFA-Krautsaum trocken CH-G** verwendet. Die zu rekultivierenden extensiven Wiesen werden mit **UFA-Humida CH-G** begrünt.

2.1 Pflege

2.1.1 Startpflege

Arbeiten	Intensität	Zeitpunkt
Im Aussaatjahr keine Pflege notwendig	-	-
Invasive Neophyten sofort bekämpfen.		bei Bedarf

2.1.2 Folgepflege

Arbeiten	Intensität	Zeitpunkt
Pflege nach 1. Überwinterung	Extensive Wiese: 1x jährlich Krautsaum: abschnittsweise alle 2 Jahre	Ab Mitte Juli
Invasive Neophyten sofort bekämpfen.		bei Bedarf

3 Gehölze

3.1 Heckengehölze

Für die Pflanzung der Niederhecken sind standortgerechte und einheimische Gehölze vorgesehen. Bei der Auswahl der Heckengehölze wird eine grosse Artenvielfalt sowie ein Anteil an Dornensträuchern von min. 20 % angestrebt. Die Niederhecken weisen eine Wuchshöhe von 2.5 – 5 m auf. Gepflanzt werden die Sträucher in einem Abstand von 1.2 – 1.5 m.

Botanischer Name	Deutscher Name	Höhe [m]	Wachstum
Berberis vulgaris	Gemeine Berberitze	1 – 2.5	mittel
Cornus mas	Kornelkirsche	2.5 – 5	mittel
Crataegus laevigata	Zweigriffeliger Weissdorn	2.5 - 5	langsam
Crataegus monogyna	Eingriffeliger Weissdorn	2.5 – 5	langsam
Euonymus europaeus	Gemeines Pfaffenhütchen	2.5 – 5	mittel
Frangula alnus	Faulbaum	2.5 - 5	mittel
Hippocrepis emerus	Strauchwicke	1 – 2.5	mittel
Ligustrum vulgare	Gemeiner Liguster	2.5 – 5	mittel
Lonicera xylosteum	Rote Heckenkirsche	1 – 2.5	mittel
Prunus spinosa	Schwarzdorn	2.5 – 5	langsam
Rhamnus cathartica	Purgier-Kreuzdorn	2.5 – 5	mittel
Rosa arvensis	Feld-Rose	bis 1	schnell
Rosa canina	Hunds-Rose	2.5 – 5	langsam
Rosa sp.	Weitere Wildrosen	1 – 5	langsam
Viburnum lantana	Wolliger Schneeball	2.5 – 5	mittel
Viburnum opulus	Gemeiner Schneeball	2.5 – 5	schnell

Auf die Pflanzung des Roten Hartriegels (*Cornus sanguineum*) wird verzichtet.

3.2 Feldgehölze klein

Folgende kleinere Feldgehölze und schnellwachsende Heckengehölze werden in einem Abstand von rund 3 m gepflanzt.

Botanischer Name	Deutscher Name	Höhe [m]	Wachstum
Malus sylvestris	Holz-Apfelbaum	bis 10	mittel
Prunus padus	Traubenkirsche	bis 10	mittel
Pyrus pyraster	Wildbirne	bis 10	mittel
Sambucus nigra	Schwarzer Holunder	2.5 – 5	schnell
Sambucus racemosa	Roter Holunder	2.5 – 5	schnell
Salix daphnoides	Reif-Weide	bis 10	schnell
Sorbus aucuparia	Vogelbeerbaum, Eberesche	bis 10	mittel
Sorbus domestica	Speierling	bis 10	mittel

3.3 Feldgehölze gross

Als Feldgehölze werden einheimische Baumarten aus regionaler Herkunft eingesetzt. Folgende Baumarten sind eher grosswüchsig und werden in einem Abstand von rund 5 m gepflanzt. Im unmittelbaren Uferbereich wird jeweils am Prallhang als Erosionsschutz auf die Arten Schwarzerle (Ag) und Silberweide (Sa) gesetzt. Diese wurzeln auch in Bodenschichten mit Stauwasser und sorgen somit für Stabilität in unmittelbarer Gewässernähe. An lichtstarken Standorten wird dabei eher auf die Silber-Weide, an lichtschwachen Standorten eher auf die Schwarzerle gesetzt.

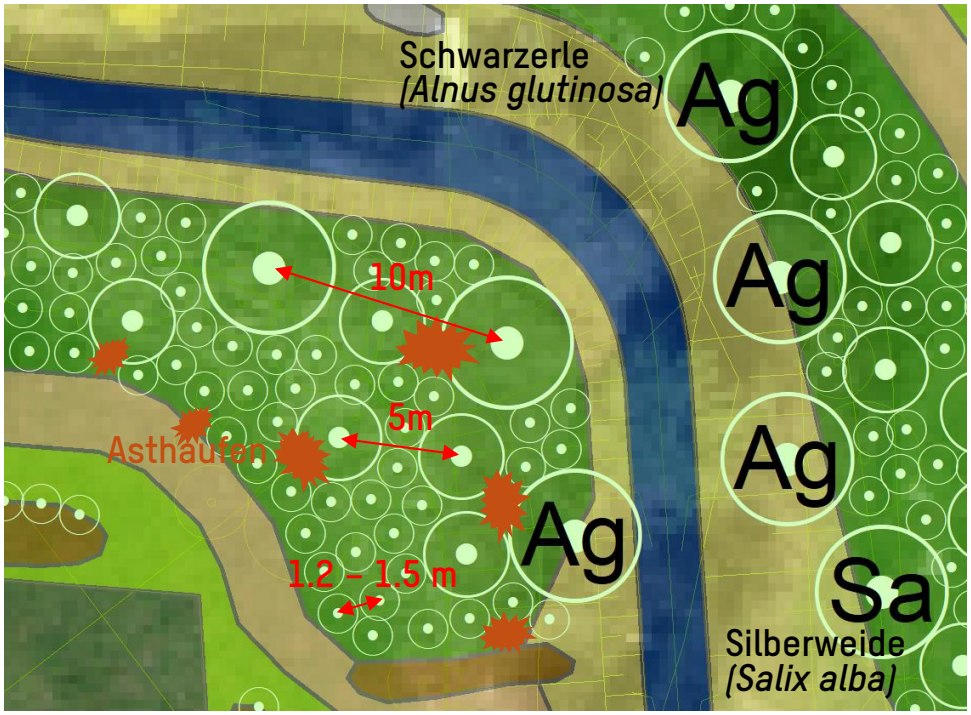
Botanischer Name	Deutscher Name	Höhe [m]	Wachstum
Alnus glutinosa	Schwarzerle	bis 20	mittel
Populus alba	Silberpappel	bis 35	mittel
Populus tremula	Zitter-Pappel, Espe	bis 20	mittel
Prunus avium	Vogelkirsche, Wildkirsche	bis 20	mittel
Quercus robur	Stiel-Eiche	bis 50	langsam
Sorbus torminalis	Elsbeere	bis 20	mittel
Salix alba	Silber-Weide	bis 20	schnell

3.4 Pflanzung

3.4.1 Abstände

Folgende Pflanzabstände gelten für die jeweiligen Gruppen:

x Abstand in m	Heckengehölze	Feldgehölze klein	Feldgehölze gross
Heckengehölze	1.2 – 1.5	3	5
Feldgehölze klein	3	5	7
Feldgehölze gross	5	7	10



3.4.2 Gruppierung, Grösse und Herkunft

Die zu pflanzenden Gehölze weisen eine Grösse von 50-80 cm auf und stammen aus der Region. Auf autochthones Pflanzgut ist besonders zu achten, da bei Gefässpflanzen regional sehr unterschiedliche Anpassungen innerhalb der gleichen Art auftreten.
In den anfangs recht grosszügigen Zwischenräumen werden Asthaufen aus den anfallenden Gehölzen erstellt (auf obiger Abbildung beispielhaft eingezeichnet). Die grossen Feldgehölze werden jeweils unterpflanzt mit geeigneten Arten wie Rote Heckenkirsche, gemeiner Liguster, Faulbaum oder auch Roter Holunder.

3.5 Pflege

3.5.1 Startpflege

Die Dauer der Startpflege beträgt in der Regel 3 Jahre.

Startpflege	Intensität	Zeitpunkt
Kleine Einzelgehölze oder Gehölzgruppen mit Pfählen markieren.	bei Bedarf	Pflanzung
Gras- und Krautvegetation unmittelbar um die Heckensträucher mähen oder niedertreten, falls die Jungpflanzen unterdrückt werden. > Dabei besonders achtsam vorgehen damit die empfindlichen jungen Sträucher nicht verletzt werden.	1 – 2x / Jahr	Mai – Okt.
Invasive Neophyten sofort bekämpfen.	bei Bedarf	

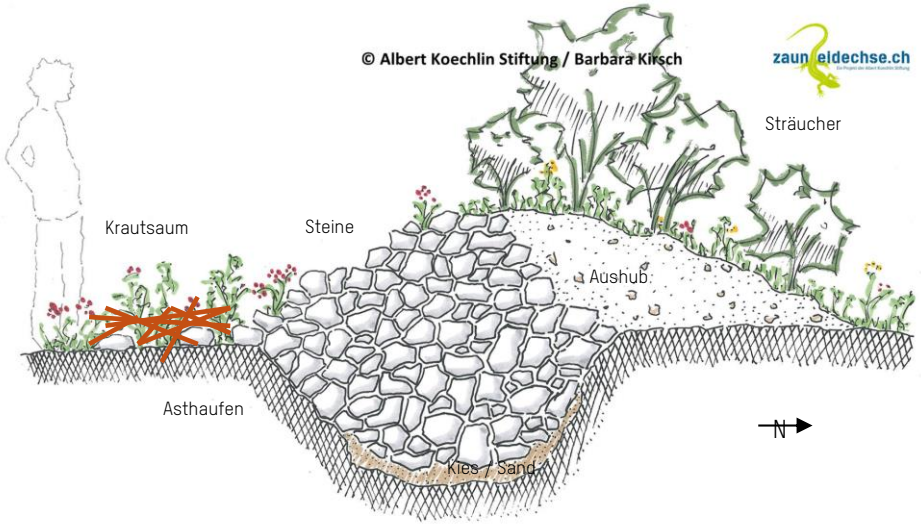
3.5.2 Folgepflege

Die Folgepflege kann unter Anmeldung der jeweiligen Hecken / Kleinstrukturen gemäss DZV innerhalb der LN von den Bewirtschaftern erfolgen. Die Artenzusammensetzung wird so gewählt, dass die pflegerischen Eingriffe auf ein Minimum beschränkt werden können. Die Hecke wird abschnittsweise alle 2 Jahre einem Pflegeschnitt unterzogen. Dabei werden lediglich die schnellwachsenden Triebe zurückgeschnitten. Allfällige invasive Neophyten zwischen den Pflanzungen werden mehrmals jährlich beseitigt. Die extensive Wiese wird gemäss DZV frühestens am 1. Juli gemäht. Der Krautsaum wird abschnittsweise alle 2 Jahre gemäht.

4 Kleinstrukturen

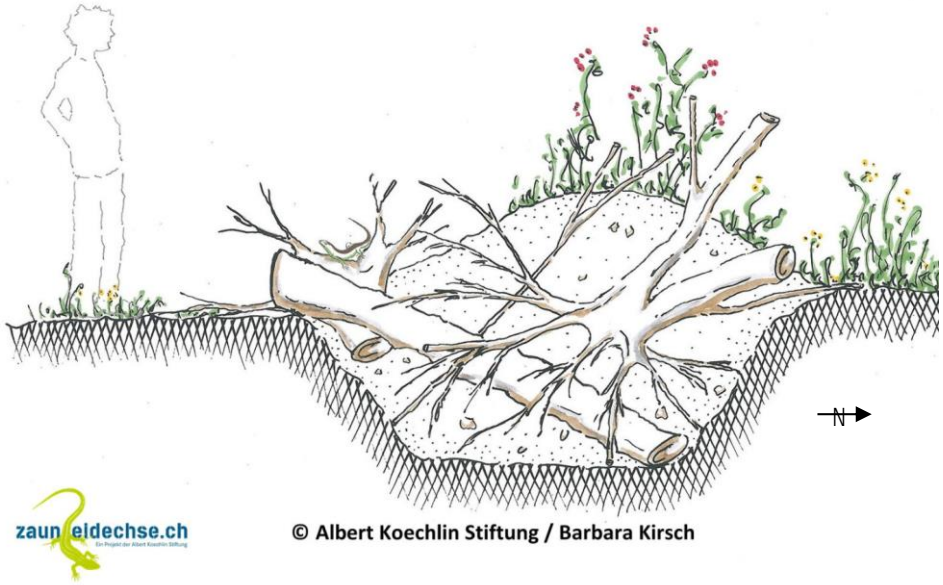
Im Gewässerraum sind verschiedene Kleinstrukturen vorgesehen. Diese sind angehängten Plan verortet. Einerseits werden Steinlinsen (grau) geplant, anderseits sind Kleinstrukturen (braun) aus verschiedenen Bestandteilen vorgesehen. Die im Plan braun eingezeichneten Kleinstrukturen werden abwechselnd als Typ 1 oder Typ 2 ausgestaltet, welche nachfolgend genau beschrieben sind. Beide Typen bestehen sowohl aus Asthaufen wie auch aus Stein-/Sandstrukturen und werden an der nördlichen Seite von einzelnen Heckensträuchern umsäumt. Heckensträucher, welche sich an diesen Stellen besonders eignen sind: Gemeine Berberitze, Eingriffeliger Weissdorn, Schwarzdorn, Purgier-Kreuzdorn, Strauchwicke, Feld-Rose, Hunds-Rose sowie weitere Wildrosen. Dieselben Arten eignen sich auch für die gut besonnten, südlichen Gehölzränder.

4.1 Kleinstruktur Typ 1



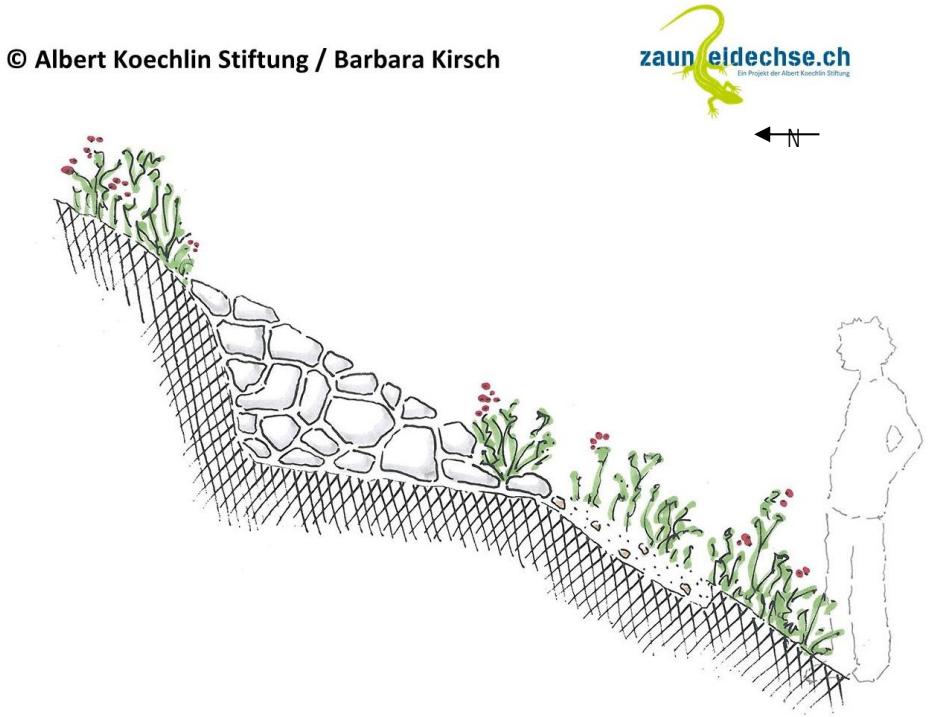
Im Abgebildeten Schema wird der Aufbau einer Kleinstruktur Typ 1 skizziert. Das zentrale Element dieser Kleinstrukturen sind die Steinhaufen, für welche ein Aushub von rund 80cm erstellt wird. Als erste Schicht wird etwa 10 cm Sandiges Material in die erstellte Mulde aufgetragen. Darauf werden Steine mit einer Korngrösse von 20-40 cm angehäuft. Das Gesteinsvolumen beträgt mindestens 5 Kubikmeter pro Steinhaufen. Das anfangs anfallende Aushubmaterial kann nun nördlich an den Steinhaufen angeschüttet werden. Die anschliessende Bepflanzung findet auf diesem angeschütteten Bodenmaterial statt. In den östlichen Randbereichen der Kleinstrukturen sind zudem Asthaufen vorgesehen.

4.2 Kleinstruktur Typ 2



Als Kleinstrukturen Typ 2 sind Wurzelstock-Sandhaufen gemäss oben abgebildetem Schema vorgesehen. Zum Erstellen eines Wurzelstock-Sandhaufens wird ein Aushub von rund 80 cm erstellt. Darin werden gröberes Astmaterial, Stämme und Wurzelstöcke platziert, bevor auf der Grube Sand angehäuft wird. Das Sandvolumen beträgt mindestens 3 Kubikmeter. In Abweichung zum obigen Schema kann auf der nördlichen Seite das anfangs anfallende Aushubmaterial angeschüttet werden und diese nördliche Böschung ebenfalls bepflanzt werden (analog Typ 1). In den östlichen Randbereichen der Kleinstrukturen sind zudem Asthaufen vorgesehen.

4.3 Steinlinsen



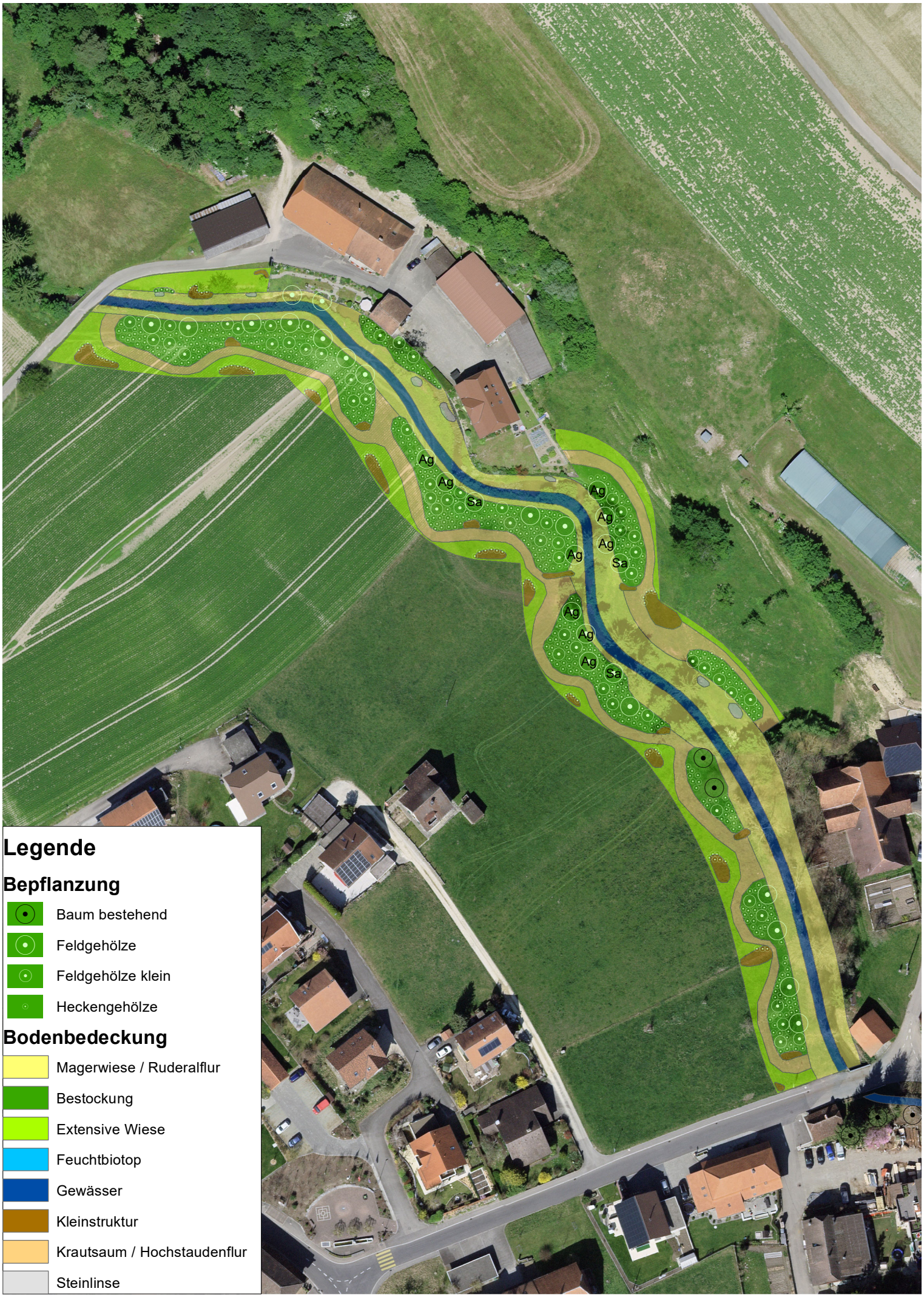
An den Uferböschungen werden die Steinstrukturen als Steinlinsen gemäss obigem Schema erstellt. Dafür werden pro Steinlinse mindestens 3 Kubikmeter Gesteinsmaterial mit Korngrösse 20-40 cm verbaut. Der Boden der Steinlinse ist nach vorne geneigt, so dass allfälliges Wasser abfliessen kann.

4.4 Asthaufen

Sowohl die Kleinstrukturen wie auch die bestockten Bereiche werden mit Asthaufen ergänzt. Dabei kann das anfallende Astmaterial genutzt werden. Die Asthaufen werden dabei idealerweise jeweils östlich angrenzend an die Kleinstrukturen angelegt. Im bestockten Bereich werden zahlreiche Asthaufen sowohl an den besonnten Heckenrändern wie auch in Zwischenräumen der Pflanzen angelegt.

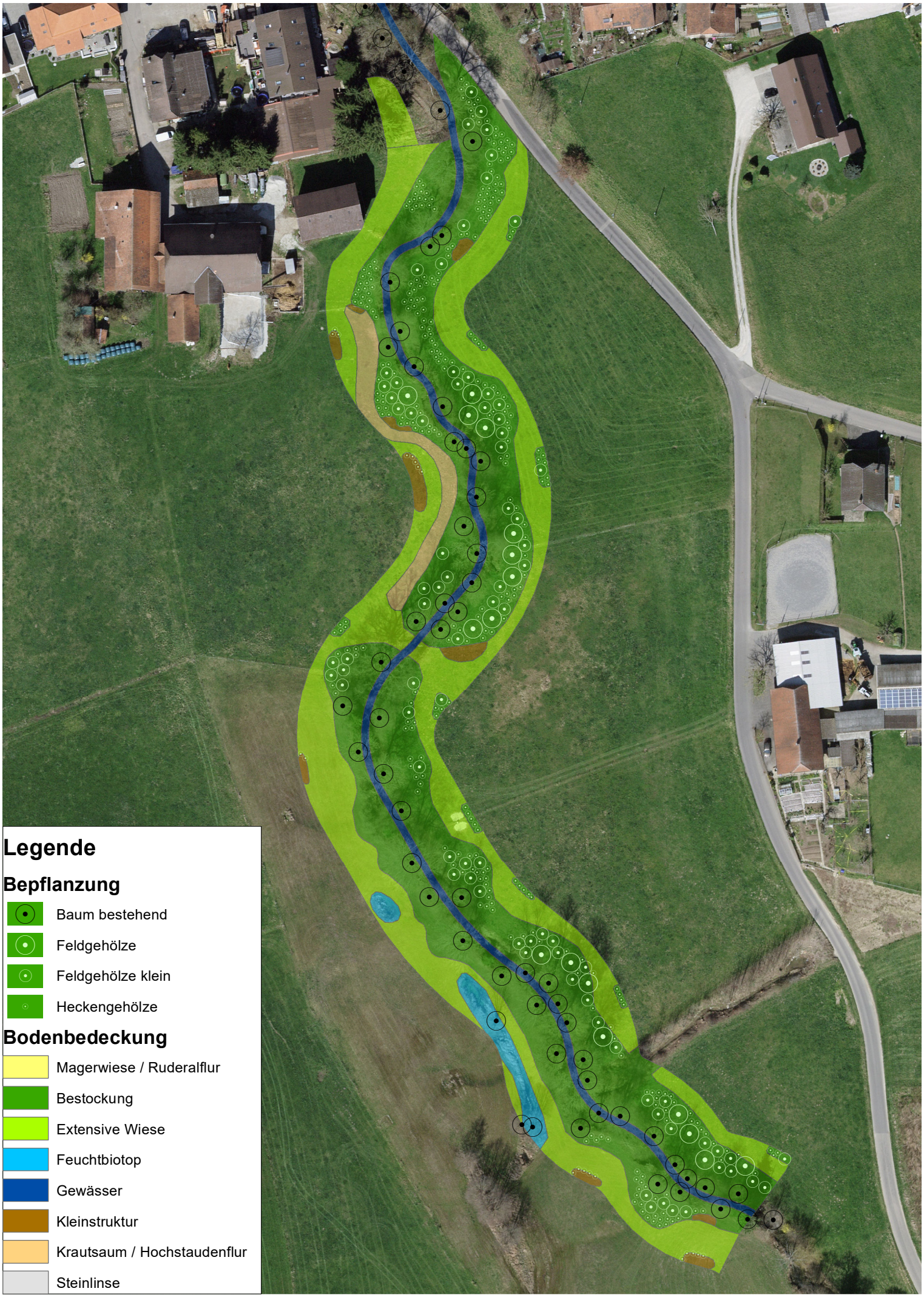
5 Pflanzliste

Botanischer Name	Deutscher Name	Anzahl
Berberis vulgaris	Gemeine Berberitze	50
Cornus mas	Kornelkirsche	30
Crataegus laevigata	Zweigriffeliger Weissdorn	50
Crataegus monogyna	Eingriffeliger Weissdorn	50
Euonymus europaeus	Gemeines Pfaffenhütchen	50
Frangula alnus	Faulbaum	30
Hippocrepis emerus	Strauchwicke	30
Ligustrum vulgare	Gemeiner Liguster	50
Lonicera xylosteum	Rote Heckenkirsche	80
Prunus spinosa	Schwarzdorn	50
Rhamnus cathartica	Purgier-Kreuzdorn	50
Rosa arvensis	Feld-Rose	50
Rosa canina	Hunds-Rose	50
Rosa sp.	Weitere Wildrosen	50
Viburnum lantana	Wolliger Schneeball	80
Viburnum opulus	Gemeiner Schneeball	50
	Tot. Heckengehölze	**800**
Malus sylvestris	Holz-Apfelbaum	10
Prunus padus	Traubenkirsche	30
Pyrus pyraster	Wildbirne	10
Sambucus nigra	Schwarzer Holunder	30
Sambucus racemosa	Roter Holunder	10
Salix daphnoides	Reif-Weide	20
Sorbus aucuparia	Vogelbeerbaum, Eberesche	30
Sorbus domestica	Speierling	10
	Tot. Feldgehölze klein	**150**
Alnus glutinosa	Schwarzerle	12
Populus alba	Silberpappel	5
Populus tremula	Zitter-Pappel, Espe	5
Prunus avium	Vogelkirsche, Wildkirsche	5
Quercus robur	Stiel-Eiche	6
Sorbus torminalis	Elsbeere	5
Salix alba	Silber-Weide	12
	Tot. Feldgehölze gross	**50**
	Total Gehölze	**1000**



Hochwasserschutz Ulmiz: Bepflanzungsplan

1:1’200



Hochwasserschutz Ulmiz: Bepflanzungsplan

1:1’200

Annexe

GRAND CONSEIL **2022-DAEC-108**

Projet de décret :
Protection contre les crues et revitalisation de la Bibera à Ulmiz - octroi d'une subvention cantonale et fédérale

Propositions de la Commission des routes et cours d'eau 2022-2026
CRoutes-22-26

Présidence : Jean-Daniel Wicht

Membres : Eliane Aebischer, David Bonny, Jean-Daniel Chardonnens, Marc Fahrni, François Genoud (Braillard), Benoît Glasson, Fritz Glauser, Regula Hayoz Helfer, Markus Julmy, Bruno Marmier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 8 voix contre 0 et 0 abstention (3 membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 13 octobre 2022

Anhang

GROSSER RAT **2022-DAEC-108**

Dekretsentwurf:
Hochwasserschutz und Revitalisierung der Bibera in Ulmiz - Gewährung der Kantons- und Bundessubventionen

Antrag der Kommission für Strasse und Wasserbau 2022-2026
StraK-22-26

Präsidium : Jean-Daniel Wicht

Mitglieder : Eliane Aebischer, David Bonny, Jean-Daniel Chardonnens, Marc Fahrni, François Genoud (Braillard), Benoît Glasson, Fritz Glauser, Regula Hayoz Helfer, Markus Julmy, Bruno Marmier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 8 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 13. Oktober 2022

Annexe

GRAND CONSEIL **2022-DAEC-108**

Projet de décret :
Protection contre les crues et revitalisation de la Bibera à Ulmiz - octroi d'une subvention cantonale et fédérale

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (2 membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 7 octobre 2022

Anhang

GROSSER RAT **2022-DAEC-108**

Dekretsentwurf:
Hochwasserschutz und Revitalisierung der Bibera in Ulmiz – Gewährung der Kantons- und Bundessubventionen

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (2 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 7. Oktober 2022